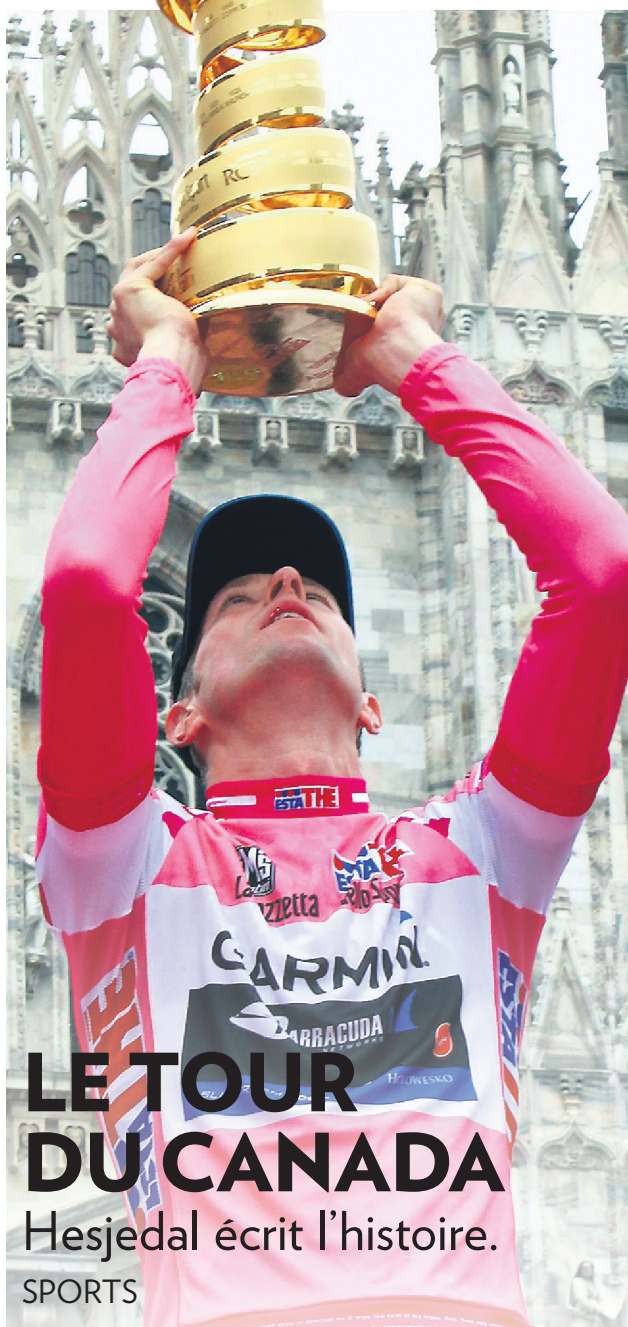




CHIENS PITEUX

Trop de chenils ont encore des pratiques douteuses.

PAGES A10 ET A11



LE TOUR DU CANADA

Hesjedal écrit l'histoire.

SPORTS

PHOTO ALESSANDRO GAROFALO, REUTERS

CRISE ÉTUDIANTE > RENCONTRE AU SOMMET AUJOURD'HUI

QUÉBEC FERA UNE NOUVELLE OFFRE

Les leaders étudiants devront toutefois assurer le gouvernement qu'ils ont les coudées franches pour négocier une véritable entente. PAGES A2 ET A3

DES RUMEURS DÉCORTIQUÉES

PAGE A5

YVES BOISVERT

LA LOI 78 EST-ELLE INVALIDE?

PAGE A6

COUPE MEMORIAL LES CATARACTES CHAMPIONS!

SPORTS



PHOTO VINCENT KESSLER, REUTERS

LA PRESSE À CANNES REMARQUABLE SUZANNE CLÉMENT

ARTS

SUBARU BRZ LE PLAISIR D'ABORD

Notre banc d'essai AUTO



LA PRESSE AFFAIRES MAGAZINE

Nos reportages inédits



PHOTO JOHN GRESS, REUTERS

Un homme a dénoncé la violente répression en Syrie, hier à Chicago.

SYRIE > MASSACRE DE HOULA UNE VISION D'HORREUR

Le Conseil de sécurité de l'ONU condamne d'une seule voix le régime de Bachar al-Assad à la suite du massacre de Houla, qui a fait une centaine de morts dont une trentaine d'enfants.

PAGES A14 ET A15



FRANÇOIS GAGNON
BUTE CRAINDRA DORÉNAVANT LA DÉFAITE SPORTS

MON CLIND'ŒIL STÉPHANE LAPORTE
Après son combat, Lucian Bute se sentait comme une casserole québécoise.

Venez voir mon blogue! www.lapresse.ca/laporte



Vous entendez mais ne comprenez pas toujours?

- RÉDUCTION DES BRUITS DE FOND
- MAXIMISATION DE LA PAROLE

Une prothèse auditive **SANS FRAIS ET SANS LIMITE D'ÂGE**, selon les règles de la RAMQ.
Une évaluation est requise par l'audioprothésiste pour le choix du modèle de prothèse auditive.

Le modèle illustré n'est pas couvert par la RAMQ.

1 800 422-6181

Laflamme & ASSOCIÉS
AUDIOPROTHÉSISTES
40 ans d'évolution

Montréal 525, rue Sherbrooke Est

514 849-4500
www.laflammeetassocies.com

Longueuil 774, Fréchette 450 396-4848	Laval 1435, boul. Saint-Martin Ouest 450 629-9887	Mont-Saint-Hilaire 261, boul. Laurier 450 396-4848	Saint-Jean-sur-Richelieu 900, boul. Séminaire Nord bureau 140 450 349-1260	Cowansville 370, rue de la Rivière 450 378-7337	Granby 320, boul. Leclerc Ouest 450 378-7337
--	---	---	--	--	---

CRISE ÉTUDIANTE

Nouvelle offre de Québec

DENIS LESSARD ET PHILIPPE TEISCEIRA-LESSARD

Le gouvernement Charest rencontre à nouveau les leaders des associations étudiantes cet après-midi à Québec. Une réunion «de la dernière chance» où il fera une nouvelle proposition sur les droits de scolarité, dans le but de faire cesser le conflit à temps pour la tenue d'une série d'événements touristiques importants, à Montréal.

Des sources proches de la négociation ont indiqué hier soir à *La Presse* que la responsable du Conseil du trésor, Michelle Courchesne a le mandat de «mettre quelque chose sur la table», une proposition dont les conséquences pour les finances publiques ont été soupesées dans les dernières heures par les fonctionnaires des Finances et du Trésor.

Des mandats clairs

Auparavant les négociateurs du gouvernement (M^{me} Courchesne sera accompagnée de l'avocat Pierre Pilote et du ministre délégué aux Finances Alain Paquet) exigeront des trois leaders étudiants d'établir s'ils ont un mandat clair pour négocier avec le gouvernement. La dernière séance marathon de négociations, les 5 et 6 mai, a laissé un arrière-goût amer au gouvernement. Une entente obtenue à l'arraché avec les leaders avait été repoussée de la main par la base, sans que personne chez les leaders étudiants ne défende ce qu'il avait signé.

À la demande des étudiants, la CREPUQ et la Fédération des

cégeps n'ont pas été invités à la rencontre, a appris *La Presse*.

Pas de moratoire

Québec a déjà fait deux offres aux étudiants, des bonifications au régime des prêts bourses, le 5 avril et un étalement de la hausse, sur sept ans au lieu de cinq, le 27 avril. Au terme d'un marathon de 22 heures de négociations, on avait opté pour une autre avenue, se servir des frais afférents pour réduire la hausse des droits. Depuis le début, Québec n'a pas bougé sur les chiffres. Les étudiants devraient avec les hausses fournir 279 millions de plus, le gouvernement 493 millions. Les universités devront trouver 141 mil-

lions d'autres sources et 54 millions devraient venir de dons. Ces chiffres du dernier budget n'avaient pas bougé jusqu'ici. Seul changement, les 967 millions supplémentaires qu'on prévoyait injecter dans les universités d'ici 2017 prendraient deux ans de plus à être versés. Pas question pour Québec toutefois de proposer carrément un moratoire sur les hausses, comme l'avait évoqué du bout des lèvres

Bonne main pour les étudiants

Sur le point de partir pour Québec, tous les leaders étu-

Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). Son organisation compte d'ailleurs exiger un rythme de discussion plus lent que celui qui prévalait avec Line Beauchamp, avec des pauses et une suspension pour la nuit.

Son collègue de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) abonde dans le même sens. «Il n'y a pas urgence à régler du côté étudiant», a-t-il dit, ajoutant qu'il ferait tout de même de son mieux pour régler le plus rapidement possible.

Prudence

Le mouvement étudiant reste toutefois bien prudent quant à l'issue de la rencontre. Sa dernière rencontre avec Michelle Courchesne «s'était bien passée» mais avait mené à l'adoption de la loi spéciale, a rappelé Martine Desjardins de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). «On est prudents dans notre enthousiasme», a-t-elle ajouté.

M^{me} Desjardins a souligné à *La Presse* que son association n'a pas fait du retrait ou de la modification de la loi spéciale une condition préalable à son entrée à la table de négociations. Il s'agira toutefois d'une condition absolue pour en sortir, a-t-elle expliqué. «Il faut que ça fasse partie de l'entente», a soutenu la leader étudiante en entrevue avec *La Presse*, ajoutant qu'il ne pouvait y avoir de «sortie de crise sans un tel mouvement. «La majorité des gens qui sortent dans la rue avec des casseroles, c'est pour s'opposer à la loi 78.»

Pendant que les manifestations de casseroles continuent en guise de protestation contre la loi d'exception et que les représentants économiques du Grand Montréal s'inquiètent des conséquences des turbulences sociales depuis le déclenchement de la grève étudiante, en février, le gouvernement lance une initiative de «la dernière chance» pour tenter de régler le conflit avant le début de la grande saison touristique.

Des sources proches de la négociation ont indiqué hier soir à *La Presse* que la responsable du Conseil du trésor, Michelle Courchesne a le mandat de «mettre quelque chose sur la table» à l'occasion d'une rencontre avec les leaders étudiants, cet après-midi.

diants ont évalué être plus forts que dans ce conflit grâce à l'adoption de la loi spéciale (78), il y a une semaine. D'abord parce que le mouvement de contestation a pris une ampleur inespérée pour eux, mais aussi parce que leurs membres n'ont plus rien à perdre, les sessions étant suspendues jusqu'en août prochain.

«Il n'y a pas vraiment de pression», analyse Gabriel Nadeau-Dubois, de la

diants ont évalué être plus forts que dans ce conflit grâce à l'adoption de la loi spéciale (78), il y a une semaine. D'abord parce que le mouvement de contestation a pris une ampleur inespérée pour eux, mais aussi parce que leurs membres n'ont plus rien à perdre, les sessions étant suspendues jusqu'en août prochain.

«Il n'y a pas vraiment de pression», analyse Gabriel Nadeau-Dubois, de la

SOMMAIRE

Amusez-vous!	SPORTS 8
Astrologie du jour	AFFAIRES 14
Débats	A 16 et 17
Décès	AFFAIRES 14
Loterias	A 8

Monde	A 12 à 15
Petites annonces	AFFAIRES 4 et 13
Personnalité de la semaine	AFFAIRES 16
Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

Nuageux avec percées de soleil, maximum 22, minimum 15. AFFAIRES 13

SOMMET DU G20 À TORONTO

Une arrestation de masse condamnée

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Un haut gradé de la police de Toronto a agi illégalement en faisant arrêter une centaine de Québécois lors du sommet du G20 en 2010, conclut une enquête indépendante. L'une des personnes incarcérées sans motif valable estime que cette arrestation de masse, tout comme celles observées depuis le début du conflit étudiant au Québec, ne sert qu'à intimider les manifestants.

Le Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police (BDIEP), un organisme civil chargé d'enquêter sur les activités policières en Ontario, vient de remettre un rapport blâmant l'inspecteur Gerhard Meissner pour sa conduite lors du G20. Les enquêteurs estiment qu'il a abusé de son pouvoir en faisant arrêter la centaine de personnes qui se trouvaient dans un gymnase de l'Université de Toronto, en juin 2010. Non seulement n'avait-il pas de motifs suffisants pour les arrêter tous, il a agi sans aucun mandat.

Motifs raisonnables

«Le Code criminel ne permet pas des arrestations de masse si un officier a des raisons de croire que certains membres d'un groupe ont commis un acte criminel: au contraire, des motifs raisonnables doivent exister pour *chacun* [NDLR: en italique dans

le rapport] des membres du groupe qui est arrêté, pas pour le groupe en entier», peut-on lire dans le rapport obtenu par *La Presse*.

Le 26 juin 2010, l'inspecteur Meissner se trouve à la tête d'un groupe de 250 agents chargés d'assurer la sécurité du secteur de Queen's Park. En soirée, de violents affrontements éclatent avec les manifestants. Plusieurs voitures sont vandalisées et de nombreux projectiles sont lancés en direction des policiers.

Des gens vêtus de noir

Les policiers tentent d'arrêter les auteurs, mais ceux-ci «semblent s'évaporer». L'inspecteur Meissner reste néanmoins convaincu que ceux-ci sont restés au centre-ville. Le lendemain matin, une personne rapporte à l'officier avoir vu des gens vêtus de noir, à l'instar des Blacks Bloc, à proximité du gymnase de l'Université de Toronto, pourtant fermée pour la semaine en raison de la tenue du G20. L'inspecteur fait alors cerner le bâtiment où il trouve une centaine de personnes endormies. Après avoir découvert du matériel «anti-G20», il décide de mettre tout le monde en état d'arrestation pour «attrouperment illégal», convaincu qu'il a retrouvé les auteurs des incidents de la veille.

Le BDIEP reconnaît que «l'inspecteur Meissner avait

un motif raisonnable de croire que certains des gens dans le gymnase avaient été impliqués dans les activités illégales de la veille.» Ils le blâment toutefois de n'avoir «pris aucune précaution pour s'assurer que les gens arrêtés étaient impliqués. Ses ordres étaient simplement que tous devaient être arrêtés.»

«Raccourci intellectuel»

L'une des 115 personnes arrêtées le 27 juin, Jacynthe Poisson, dénonce le «raccourci intellectuel» de l'officier. «Tu ne vas pas présumer que quelqu'un a commis du vandalisme parce qu'il porte un imperméable noir. Je me rends compte que dans la police, il y a des préjugés et des stéréotypes extrêmement forts contre les jeunes.»

Jacynthe Poisson dit être sortie marquée de son arrestation et des 60 heures de détention «humiliantes» qui ont suivi. L'étudiante en droit, qui participe aux présentes manifestations contre la hausse des droits de scolarité, dit être beaucoup plus prudente. Elle trace un parallèle entre son incident et les arrestations de masse vues au Québec dans le conflit étudiant. «C'est une tendance inquiétante. On veut décourager les gens de participer aux manifestations en leur faisant peur d'être arrêtés.»

L'élégance est une attitude
Elegance is an attitude

Kate Winslet
Kate Winslet

LONGINES®

CHÂTEAU D'IVOIRE
JOAILLIERS

MONTRÉAL • 2020 RUE DE LA MONTAGNE, 514 845 4651
SANS FRAIS • 1 888 843 2282
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

The Longines Saint-Imier Collection
www.longines.com

CRISE ÉTUDIANTE



PHOTOS EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

Les manifestations de casseroles, nouveau symbole de l'opposition au gouvernement Charest, se sont poursuivies hier.

L'industrie touristique s'impatiente

Les chiffres d'affaires sont en baisse et une sortie de crise urge, disent ses représentants

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Des restaurateurs ont perdu 40 % de leur chiffre d'affaires. Des hôteliers connaissent une baisse de 25 % dans leurs réservations. Les ventes de billets de certains festivals ont chuté de 50 %. Une vingtaine de représentants de l'industrie touristique ont brossé hier un sombre portrait du conflit étudiant au ministre des Finances, Raymond Bachand, afin d'exhorter le gouvernement à négocier rapidement une sortie de crise.

« Nous avons signalé au ministre qu'on espérait que ces négociations durent le temps qu'elles auraient à durer, de garder la porte de sortie ouverte », a indiqué Michel Leblanc, président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, instigateur de la rencontre.

Ventes de billets en chute

Le président du Festival Juste pour rire, Gilbert Rozon, en ressort « choqué » par l'impact économique du conflit étudiant. « C'est énorme », se désolait-il. Les conséquences pourraient se faire sentir pendant des années, des congrès risquant d'être perdus en raison des manifestations quotidiennes touchant la métropole.

Son festival aurait d'ailleurs enregistré depuis

une semaine une baisse de moitié dans les ventes de billets. « Les gens des banlieues et les touristes nous appellent pour nous dire qu'ils veulent venir au festival, mais qu'ils attendent la résolution de la crise. »

Une solution négociée s'impose, poursuit M. Rozon.

Le président du Festival Juste pour rire, Gilbert Rozon, est « choqué » par l'impact économique du conflit étudiant. « C'est énorme », se désolait-il. Les conséquences pourraient se faire sentir pendant des années, des congrès risquant d'être perdus en raison des manifestations quotidiennes touchant la métropole.

« On veut qu'ils s'enferment, qu'ils trouvent une solution, parce que c'est très néfaste pour l'économie montréalaise. »

Marge de manœuvre

Encore faut-il que les leaders étudiants aient la marge de manœuvre de leurs associations pour trouver un terrain d'entente, souligne le président de Juste pour rire. Celui-ci espère que la présente ronde de discussion ne mène pas au même échec que la dernière entente de principe.

Confiant qu'une entente est à portée de main, le maire Gerald Tremblay

estime qu'il faut déjà penser à « l'après-crise parce qu'on espère que les négociations donnent des résultats concrets le plus rapidement possible ».

Les participants à la rencontre ont en effet évoqué au ministre qu'il faudra trouver une façon de « ren-

verser la perception négative à l'extérieur » que la crise a pu laisser.

Saison estivale menacée

Rencontrée hier matin, la ministre du Tourisme, Nicole Ménard, s'est dite encouragée par la reprise des négociations. « Il y a de l'espoir. »

Elle s'est dite « consciente que le lancement de notre saison estivale se fait dans un contexte très particulier. Certains craignent que le conflit étudiant nuise à la saison estivale, à la saison touristique, mais je peux vous assurer que le gouvernement fait tout pour que ça

n'arrive pas. Nous déployons tous les efforts pour mettre un terme à ce conflit », a-t-elle assuré.

Le Regroupement des événements majeurs et internationaux a lui aussi plaidé pour une résolution rapide du conflit. « Tous regardent attentivement le dialogue qui doit bientôt reprendre entre le gouvernement et les étudiants et c'est sûr qu'on souhaite qu'un règlement puisse survenir », a indiqué son président, André Boisclair.

Rassemblements apolitiques

Celui-ci a d'ailleurs souhaité voir les manifestants éviter de perturber les festivals cet été, si le conflit devait se poursuivre. « Ces événements doivent demeurer des rassemblements apolitiques, pacifistes, où les gens se retrouvent dans la bonne humeur pour célébrer ». Confiant, André Boisclair a souligné que « ce n'est pas la première fois que les festivals se déroulent alors qu'il y a des tensions sociales au Québec ».

À deux semaines du Grand Prix, ses organisateurs se disent inquiets. Son promoteur, François Dumontier, juge que la sécurité sur le site n'est pas menacée, mais que son accès est « vulnérable ». « Le fait qu'on soit sur une île rend la sécurité plus facile à assurer. Mais on ne contrôle pas, ce qui va se passer à Montréal et dans le métro, principal moyen de transport pour les gens qui viennent au Grand Prix. »

Plus optimiste, le président de Spectra, Alain Simard, a d'ailleurs dit ne pas s'inquiéter de l'impact des manifestations sur ses événements, notamment les Francfolies qui doivent débiter dans moins de deux semaines. « Si des étudiants viennent participer aux festivals, ce ne sera pas pour participer au grabuge. Si 10 000 manifestants viennent à passer, ils vont s'arrêter et regarder le spectacle. Les Francfolies, c'est le festival des jeunes, alors on ne leur dira pas de ne pas venir. »

IMPORTANCE DE LA SAISON ESTIVALE POUR LES HÔTELS

Moyenne des recettes mensuelles des hôteliers depuis 10 ans

Janvier	37 217 285,87\$
Février	41 241 287,04\$
Mars	45 791 322,90\$
Avril	50 396 570,07\$
Mai	65 597 550,59\$
Juin	79 444 875,60\$
Juillet	69 072 548,79\$
Août	75 711 473,27\$
Septembre	72 702 685,13\$
Octobre	69 897 183,95\$
Novembre	52 220 360,94\$
Décembre	39 929 604,52\$

Source: ministère du Tourisme

Nous ne pouvons pas en dire plus sur nos voitures. Les prix mérités disent tout.



SUBARU

Confiance et évolution

3

Nous ne voulons pas nous vanter outre mesure, mais nous aimerions vous rappeler que Subaru a été nommée Meilleure marque grand public par ALG et a reçu la mention « Meilleur choix sécurité » de l'IIHS pour tous ses modèles, et ce, pour une troisième année consécutive. Bien sûr, nous pourrions aussi parler de la traction intégrale symétrique à prise constante et de nos moteurs BOXER SUBARU. Et ajouter que nous offrons la gamme de véhicules AWD les plus écoénergétiques en Amérique du Nord. Mais pourquoi faire tant de bruit quand d'autres le font à notre place ?

Voyez votre concessionnaire Subaru sans tarder ou visitez Subaru.ca pour en savoir plus.



MEILLEURE MARQUE GRAND PUBLIC
GAMME SUBARU 2012

Subaru nommée Meilleure marque grand public par ALG Canada pour une troisième année consécutive.



GAMME SUBARU 2012

Subaru est le seul constructeur à recevoir une mention « Meilleur choix sécurité » de l'IIHS pour tous ses modèles, et ce, pour une troisième année consécutive.

Rumeurs 2.0

PHILIPPE TEISCEIRA-LESSARD

La crise étudiante et sociale qui prévaut au Québec depuis quelques semaines amène les médias sociaux à servir de véhicule à des rumeurs, selon les experts en nouvelles technologies consultés par *La Presse*.

À travers les données fiables vérifiées par des sources crédibles émerge une myriade d'informations non fondées et de potins mensongers.

« La situation sociale fait qu'il y a davantage matière à inspirer » les rumeurs, a expliqué Bruno Guglielminetti, grand gourou des médias sociaux chez National. «

L'une de ces rumeurs a même poussé Radio-Canada à publier un communiqué de presse officiel: Gabriel Nadeau-Dubois n'est pas le

fils de la journaliste Pascale Nadeau, a dû préciser la télévision publique il y a deux semaines.

Les forces de l'ordre sont particulièrement visées par des rumeurs 2.0 beaucoup plus graves. Le service des communications du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) est souvent inondé d'appels de journalistes lorsqu'une histoire prend de l'ampleur sur la toile.

« Si tu te fies aux médias sociaux, l'armée va arriver ce soir, 100 policiers ont été suspendus parce qu'ils ont refusé de faire des heures supplémentaires et on a tué le bébé de deux femmes enceintes en les frappant dans le ventre », a illustré Ian Lafrenière, porte-parole du SPVM, en précisant que rien de cela n'est vrai.



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE

Les confrontations quotidiennes entre étudiants et policiers alimentent de nombreuses rumeurs.

Un homme dans le coma

Depuis une semaine, plusieurs centaines d'internautes reprochent chaque jour aux grands médias d'ignorer le cas d'un homme blessé à la manifestation nocturne du 20 mai dernier. Selon les rumeurs qui circulent, il serait à l'article de la mort (voire mort) et dans le coma. En fait, rien ne permet de croire que quiconque se trouve dans cette malheureuse situation.

Urgences-Santé assure que seules des blessures légères sont à déplorer ce soir-là et qu'elle n'a jamais été mise au courant d'un tel cas. Le Service de police de la Ville de Montréal, pour sa part, assure avoir fait toutes les démarches nécessaires pour trouver une éventuelle victime. En vain. Les appels de *La Presse* dans les hôpitaux montréalais ne se sont pas non plus révélés concluants.

L'armée sur un pied de guerre

Le 20 mai dernier, des photographies de véhicules militaires dans les rues de Montréal commencent à circuler sur les réseaux sociaux. Un camion kaki près de la Place d'Armes retient l'attention des internautes. Plusieurs d'entre eux sont persuadés que l'armée est sur le point de débarquer. En fait, une cérémonie soulignant le 400^e anniversaire de la naissance de Maisonneuve avait lieu dans la métropole ce jour-là, en présence de soldats du Régiment de Maisonneuve et des Fusiliers Mont-Royal, d'où la présence de véhicules militaires. Le gouvernement du Québec a d'ailleurs rejeté toute possibilité de faire appel aux militaires.

Fausse couche à coups de matraque

« M^{me} Bastien, 31 ans, enceinte de 6 mois, matraquée dans le ventre en sortant d'un resto mercredi, a perdu son bébé », assurait fin avril une internaute sur le réseau social Twitter. Rapidement, la machine s'emballa. « Elle sera au *Téléjournal* » assurent d'autres internautes peu scrupuleux. Les médias cherchent, appellent à gauche et à droite. Le SPVM croit à une « mauvaise blague » mais fait ses propres vérifications. Au final: pas de fausse couche et pas de *Téléjournal*. L'histoire est morte de sa belle mort.

MATRICULE 728

L'agente suspendue par le passé

CHRISTIANE DESJARDINS

Matricule 728, cette policière du SPVM qui a suscité une grande controverse en poivrant des manifestants qui l'insultaient sans la menacer physiquement, a déjà été condamnée en déontologie policière.

L'agente matricule 728, Stéfanie Trudeau, a été condamnée à une suspension de six jours ouvrables en 2001, pour des incidents survenus à l'hôpital Sainte-Justine, en 1996. Le Comité de déontologie policière avait jugé qu'elle avait eu une attitude agressive et obtuse envers certains membres du personnel de l'hôpital, alors qu'elle enquêtait à cet

L'agente matricule 728, Stéfanie Trudeau, a été condamnée à une suspension de six jours ouvrables en 2001.

endroit, le 14 juillet 1996, suite à une plainte de viol sur une mineure. D'ailleurs, le Comité avait aussi estimé que, lors du même incident, M^{me} Trudeau n'avait pas préservé la confidentialité qui se rattachait à ce type d'enquête.

Matricules dissimulés?

Par ailleurs, le Service de police de la Ville de Montréal effectuait hier des « vérifications » afin de déterminer si le numéro de matricule de certains policiers a été dissimulé au cours de la manifestation de samedi soir.

Pendant toute la soirée, plusieurs centaines d'internautes ont fait circuler une photographie et un court extrait vidéo montrant des policiers avec deux bandes de ruban coloré sur chacun de leurs casques antiémeutes. L'une des deux bandes aurait été apposée sur le numéro de matricule des agents, devant le casque.

L'article 5 du Code de déontologie policière oblige les forces de l'ordre à porter une forme d'identification.

— Avec la collaboration de Philippe Teisceira-Lessard

L'XPÉRIENCE PHOTO

Du 30 avril au 23 juin

► Conférences gratuites ► Ateliers pratiques ► Expositions ► Promotions exceptionnelles

Lozeau vous invite à vivre l'expérience photo

L'XPÉRIENCE STUDIO MODE

Du 28 mai au 3 juin

► Activités

Lundi 28 mai

- Conférence *Les bases du maquillage en photographie* - 10h-11h
- Atelier pratique sur la retouche cosmétique avec Patrick Lavoie - 14h-17h

Mardi 29 mai

- Conférence *Comment diriger un modèle* - 10h-11h
- Atelier pratique sur le portrait en extérieur avec François DesRosiers - 14h-17h

Mercredi 30 mai

- Conférence *L'équipement pour studio avec lumière* - 10h-11h
- Atelier pratique de démonstration « photoshoot » en studio à l'aide d'un appareil moyen format avec François DesRosiers - 14h-17h

► Exposition La photographie de studio

Le talent de nos employés mis à l'honneur chaque semaine!

PENTAX EN PROMOTION

NOUS PAYONS L'ÉQUIVALENT DE LA TPS Sur tous les appareils photo, objectifs et flashes Pentax.

Suivez l'événement sur la page de Lozeau
www.facebook.com/lozeau.photo.video

Pour plus d'information, consultez le calendrier complet des activités sur Lozeau.com*

Canon Nikon SONY Panasonic FUJIFILM PENTAX SIGMA OLYMPUS lowepro Manfrotto Velbon B+W EPSON

Lozeau.com

6229, SAINT-HUBERT
MONTRÉAL, QUÉBEC
514 274 6577
1 800 363 3535

L'EXPÉRIENCE PHOTO VIDÉO

Offres valides du 28 mai au 3 juin 2012. * Des frais de 25 \$ s'appliquent à la réservation des ateliers pratiques. Une carte cadeau de 25 \$ vous sera remise lors de l'événement. Photos peuvent différer. Aucune commande spéciale. « Lozeau », les logos Lozeau et tous slogans, images et symboles relatifs à Lozeau sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de L.L. Lozeau Ltée.

ACTUALITÉS

La loi 78 est-elle invalide ?



YVES
BOISVERT
CHRONIQUE

La contestation judiciaire de la loi d'exception (78) sera « sans doute la plus grande affaire constitutionnelle dans l'histoire du Québec », a annoncé vendredi Léo Bureau-Blouin. Essayons de garder un sens des proportions et de l'histoire, même si l'heure est au lyrisme et aux grandes déclarations sur fond de bruits de casseroles. Et même si cette loi est mauvaise.

Il ne faudrait pas oublier, disons, le Renvoi sur la sécession du Québec, en 1998, quand des gens contestaient le droit du Québec de déclarer son indépendance par référendum.

Ou le Renvoi sur le rapatriement, en 1981, quand la Cour suprême a dit que le Québec ne pouvait empêcher le gouvernement Trudeau de ramener la Constitution au Canada et y inclure une Charte des droits...

Passons sur toutes les affaires touchant à la Loi 101, dont certaines ont fait descendre plusieurs dizaines de milliers de gens dans la rue aussi. Ou celles, nombreuses, qui disaient au gouvernement du Québec de cesser de persécuter les Témoins de Jéhovah, emprisonnés pour « libelle blasphématoire » parce qu'ils critiquaient l'Église catholique. Encore: Roncarelli contre Duplessis, en 1959, quand la

Cour suprême a condamné personnellement le premier ministre du Québec pour abus de pouvoir. Pas mal non plus, Daigle contre Tremblay, en 1989, quand il a fallu la Cour suprême pour dire qu'un homme ne pouvait pas utiliser le Code civil pour obtenir une injonction empêchant sa conjointe de se faire avorter.

Donner son itinéraire à la police dans une ville comme Montréal, on a vu pire comme oppression.

Mais revenons à cette toute nouvelle « plus importante cause de l'histoire ». Quelles sont les chances des associations étudiantes et des syndicats de faire invalider la loi 78? Pas trop mauvaises, je dirais.

Le regroupement soulève plusieurs arguments purement politiques peu susceptibles de convaincre un juge. Il est question d'une « atteinte à la dignité de la jeunesse québécoise », des « stéréotypes » véhiculés à l'endroit des jeunes et du refus de négocier du gouvernement qui « offre la

porte d'à côté » pour « discuter à la dernière minute ».

Violation du droit à l'éducation reconnu par le droit international? Il n'y a pas un droit universel à des études universitaires gratuites.

Il n'est pas vrai non plus (les médias se le sont fait dire!) que « la liberté d'expression jouit d'une primauté sur toute autre règle de droit ». Les droits sont en équilibre les uns avec les autres, a dit régulièrement la Cour suprême.

Les meilleurs arguments tournent autour de l'encadrement du droit de manifester

Dans bien des pays démocratiques on exige des organisateurs de manifs un certain nombre d'obligations similaires qui viennent en effet limiter la liberté d'expression. Mais une grande ville a la responsabilité d'encadrer les droits des uns pour protéger ceux des autres. C'était une erreur politique d'aller faire ça dans l'urgence, mais j'ai l'impression que la cour pourrait accepter ces limites temporaires. Donner son itinéraire à la police dans une ville comme Montréal, on a vu pire comme oppression.

Deux aspects de la loi me semblent plus clairement indéfendables: la gravité des sanctions économiques et le fait qu'on rende responsables beaucoup trop de gens pour plusieurs actes mal définis.

Un aspect presque passé sous silence: au nom de quoi a-t-on voulu faciliter les recours collectifs? Déjà, les associations et les syndicats qui auraient aidé ou « amené une personne » à violer la loi deviennent passibles de sanctions importantes: jusqu'à 125 000\$. Et par la suite, ces actes illégaux donneront ouverture à des recours collectifs qui pourraient être ruineux pour les associations étudiantes – menacées de diverses rétorsions économiques, allant de la perte de cotisations à la perte de local.

Le régime ordinaire du recours collectif est parfaitement apte à répondre aux problèmes.

Et puis, « aider ou amener une personne » à violer

la loi, voilà une expression vague à souhait. Qu'est-ce qu'amener quelqu'un? Parler à la télé? Envoyer un message sur Twitter? Il devient très difficile de se gouverner en conséquence. Les tribunaux n'aiment pas beaucoup ces filets de pêche aux responsables susceptibles de ramasser n'importe qui et sa sœur.

La loi 78 fait également obligation aux associations de « prendre les moyens appropriés » pour que ses membres ne bloquent pas les entrées aux collèges et universités. Veut-on qu'ils surveillent leurs membres? Cela pourrait les rendre responsables des délinquances de quelques-uns, sans qu'ils en soient complices. C'est également excessif.

Les faiblesses d'une loi ne la rendent pas invalide pour autant. Même ses parties qui semblent excessives peuvent être jugées tolérables dans le contexte particulier par la cour, vu le climat social et la durée limitée de la loi. Cela dépendra de la preuve et des arguments. Mais on a vu les tribunaux annuler des lois spéciales par le passé et il se peut fort bien que certains articles soient jugés invalides.

Quel que soit le résultat, cette requête souligne bien les grandes faiblesses de cette loi contre-productive qui n'a fait qu'une bonne chose: reporter les sessions à plus tard.

Pour joindre notre chroniqueur: yves.boisvert@lapresse.ca

Fissures dans le mouvement étudiant

Des associations quittent la FECQ pour rejoindre les rangs de la CLASSE



PHOTO STEVE DESCHENES, ARCHIVES LE SOLEIL
Léo Bureau-Blouin, de la FECQ, accuse à mots couverts la CLASSE de faire du maraudage.

EXCLUSIF

PHILIPPE TEISCEIRA-LESSARD

Aux prises avec plusieurs défections d'associations étudiantes, la FECQ accuse à mots à peine couverts la CLASSE de se livrer à une campagne de maraudage en pleine grève étudiante, faisant voler en éclats l'image d'unité du mouvement étudiant.

La CLASSE nie tout effort malicieux de recrutement, mais reconnaît que certaines associations locales quittent les rangs de la FECQ pour la rejoindre. La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) est trop centralisée et ses membres s'en rendent compte en période de conflit, affirme Gabriel Nadeau-Dubois.

« Le choix qu'on a fait depuis le début de ce conflit, ce n'est pas d'en tirer profit pour aller gagner des membres », plaide le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin.

« D'autres ont fait d'autres choix et c'est correct. Mais nous on ne veut pas perdre d'énergie à se lancer dans des guerres de membership. »

S'il refuse de nommer ceux qu'il accuse de mener des « guerres corporatistes », sa cible ne fait aucun doute. La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) est la seule autre association étudiante à recruter des étudiants collégiaux.

« Tout le monde essaie un peu de tirer la couverture de son côté, mais nous on ne veut pas embarquer dans cette dynamique », ajoute-t-il. Ça me fâche un peu qu'on se lance dans ces débats. La cause est plus importante. »

Gabriel Nadeau-Dubois, tête d'affiche de la CLASSE, se défend bien de mener une guerre de bannières. « Toutes nos énergies depuis le début de l'année sont mises sur la construction d'un mouvement de grève le plus fort possible », jure-t-il.

Toutefois, le leader étudiant affirme qu'il est indéniable que « massive-ment, il y a des dizaines d'associations étudiantes qui ont décidé de se joindre à la CLASSE ». Mais « ce n'est pas par le maraudage », ajoute-t-il.

Les grèves étudiantes sont les « moments où les structures démocratiques sont les plus importantes », analyse Gabriel Nadeau-Dubois.

Plusieurs associations qui ont fait défection à la FECQ se sont d'ailleurs tournées vers la CLASSE, affirme M. Nadeau-Dubois. Celles-ci « trouvaient ça important de s'organiser dans un mouvement qui fonctionne en démocratie directe, un mouvement dans lequel les porte-parole n'ont pas de pouvoir décisionnel, un mouvement dans lequel les mandats sont respectés à la lettre », ajoute-t-il. « Ça peut être des différences » avec la FECQ.

Défections à la FECQ

Le tiers des associations membres de la FECQ ont au moins entamé un processus de désaffiliation, a appris *La Presse*. Certaines ont simplement le mandat de consulter leurs membres sur la possibilité de faire défection, alors que d'autres sont beaucoup plus avancées sur le chemin du divorce.

Au moins trois associations de la FECQ ne se considèrent plus comme des membres de l'organisation, après avoir choisi de se désaffilier en assemblée générale. Mais la FECQ, elle, les considère toujours comme des membres, parce qu'elles n'ont pas suivi la marche à suivre pour couper leurs liens avec la fédération. La FECQ exige, pour y adhérer ou la quitter, qu'un référendum soit réalisé et affiche un taux de participation d'au moins 10%. Un contrat référendaire doit aussi être signé, prévoyant la formation de deux comités et leurs budgets respectifs.

« Quand il y a des référendums, que les gens soient pour ou contre, nous on a toujours respecté la décision. Mais pour nous c'est important qu'on laisse le choix aux gens », a expliqué M. Bureau-Blouin.

Parizeau critique le gouvernement

Jacques Parizeau reproche au gouvernement Charest d'avoir laissé « pourrir » la situation dans le conflit sur la hausse des droits de scolarité. À l'occasion d'une rencontre de la Commission nationale des États généraux sur la souveraineté, hier à Québec, M. Parizeau n'a pas ménagé le gouvernement Charest, se montrant très critique à son endroit et rappelant avoir lui-même piloté de nombreuses crises pendant sa carrière politique. Le ténor souverainiste estime

qu'avec un tel mouvement étudiant, le sentiment d'identité québécoise pourrait être renforcé. Selon M. Parizeau, il est plutôt exceptionnel d'assister à des manifestations rassemblant 200 000 personnes sans qu'aucun drapeau canadien ne soit déployé. M. Parizeau ne s'est toutefois pas avancé à prévoir que la cause de la souveraineté puisse tirer quelque profit que ce soit du contexte actuel.

— La Presse Canadienne

BOUTIQUE COURIR
Un incontournable depuis 30 ans!

Chaussures
Vêtements

saucony®
Powergrid Hurricane 14
Course sur route

Femme

Montréal
4452, rue Saint-Denis
Métro Mont-Royal

Longueuil
1085, chemin Chambly
Près du cégep Édouard-Montpetit

www.boutiquecourir.com

Une juge entend un procès impliquant l'employeur de son mari

EXCLUSIF

PHILIPPE TEISCEIRA-LESSARD

Une juge de Laval s'est placée dans une situation délicate, il y a quelques semaines, en tranchant dans une cause qui impliquait une entreprise dont son conjoint est vice-président.

Julie Messier a donné raison à L'Unique, une compagnie d'assurances qui emploie son conjoint, Bruno Perrino.

Fin mars, la magistrate a condamné l'homme d'affaires Nabil Toubia, établi à Laval, à verser 25 000\$ à l'assureur. L'entreprise d'import-export de M. Toubia, Investissements Leticia inc., avait déjà été condamnée à payer ce montant à l'Unique. Cette dernière plaide que l'homme et sa compagnie étaient en défaut de paiement.

Le Code de procédure civile prévoit qu'un « juge est inhabile si lui ou son conjoint sont intéressés dans le procès ».

Selon le Registraire des entreprises du Québec, Nabil Toubia est le seul administrateur de son entreprise. Celle-ci est d'ailleurs localisée à la même adresse que son domicile personnel.

Le Code de procédure civile prévoit qu'un « juge est inhabile si lui ou son conjoint sont intéressés dans le procès ». Plus généralement, un juge doit normalement se récuser si sa partialité est mise en doute de façon sérieuse.

Le mari dit qu'il ne savait pas

Bruno Perrino jure qu'il ne savait « pas du tout » que sa femme s'était penchée sur ce dossier et que « de toute évidence », les avocats de l'Unique ne connaissaient pas les liens qui l'unissent à la juge Messier.

M. Perrino a la responsabilité de tous les contrats d'assurances d'entreprise pour l'Unique. Il a été embauché en 2008.

Au domicile lavallois de Nabil Toubia, une femme se présentant comme son épouse a assuré à *La Presse* que l'homme d'affaires est parti à l'étranger « pour toujours », avant de se raviser et d'indiquer qu'il a quitté le Canada « pour le moment ».

Grace Nasr a ajouté que personne dans la famille ne connaissait les liens entre l'Unique et la juge Julie Messier. « Je découvre quelque chose », a-t-elle affirmé.

M^{me} Nasr a relaté que son époux ne s'est même pas défendu dans ce dossier, car il s'attendait à recevoir un document lui indiquant sa date de comparution. Une missive l'a plutôt informé que le procès était déjà derrière lui et qu'il devait payer l'Unique.

La juge ne rappelle pas

La juge Julie Messier n'a pas rappelé *La Presse*. « Je ne pourrais pas parler en son nom », a affirmé Bruno Perrino.

La juge en chef de la Cour du Québec, Élisabeth Côté, a refusé de commenter le dossier par la voix de son chef de cabinet, Jean Latulippe.

Ce n'est pas la première fois que cette juge fait les manchettes.

La nomination de Julie Messier avait déjà fait parler en 2010, juste avant l'ouverture des travaux de la commission Bastarache.

Son beau-frère est Pietro Perrino, un ex-organisateur libéral, ancien conseiller de premiers ministres libéraux et ex-organisateur du parti du maire de Laval, Gilles Vaillancourt. M. Perrino avait été mouillé dans l'affaire des Fonds d'intervention économique régionale (FIER) en 2009. Il administrait deux de ces fonds.

OTTAWA PRÊT À FORCER LE RETOUR AU TRAVAIL AU CP



PHOTO DARRYL DYCK, LA PRESSE CANADIENNE

Le gouvernement Harper doit déposer dès aujourd'hui son projet de loi spéciale de retour au travail, après la rupture des négociations entre la direction du Canadien Pacifique (CP) et ses 4800 mécaniciens et conducteurs de locomotive, survenue ce week-end. L'économie canadienne demeure fragile et le pays ne peut se permettre une grève prolongée, a dit la ministre du Travail, Lisa Raitt, à l'émission *Question Period* sur le réseau CTV. Le gouvernement avait fait valoir les mêmes arguments pour forcer le retour au travail lors des conflits récents chez Air Canada et Postes Canada. — La Presse Canadienne



IL Y A DU NOUVEAU CHEZ CHEVROLET



Modèle LTZ illustré

ORLANDO LS

- Consommation d'essence de 6,7 L/100 km sur route
- Meilleur rendement éconergétique sur route de tous les 7 places²
- Freins ABS aux 4 roues et Système StabiliTrak[®]

LOCATION 60 MOIS

260\$³ par mois

0\$ de comptant

OU

FINANCEMENT À L'ACHAT

0% pendant **60 mois¹**

Comprend le transport

FINANCEMENT À L'ACHAT 0% JUSQU'À 72 MOIS¹



Modèle LTZ illustré

EQUINOX LS

- Meilleur rendement éconergétique sur route que les CR-V, RAV4 ou Santa Fe¹
- Moteur ECOTEC[™] 4-cyl. de 2,4 L développant 182 HP
- Choix sécuritaire par excellence pour 2012 selon l'IIHS⁵
- « Meilleur achat » de Consumers Digest trois années de suite

FINANCEMENT À L'ACHAT

0% pendant **72 mois¹**

Comprend le transport et la taxe de climatisation



CHEVROLET ET FIER DE L'ÊTRE.
offreschevrolet.ca



LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS
5 ANS • GARANTIE LIMITÉE SUR LES COMPOSANTS DU GROUPE MOTORPULSEUR
160 000 KM • ASSISTANCE ROUTIÈRE • TRANSPORT DE COURTOISIE




L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles 2012 neufs suivants : Orlando (1L26/1SA) et Equinox (1L26/1SA). Les modèles illustrés peuvent comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Transport (1 495\$) et taxe de climatisation (100\$) le cas échéant inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM, droits et taxes en sus. 1. Financement à l'achat de 0%, offert sur approbation de crédit d'Ally Credit pendant 72 mois sur un véhicule Equinox 2012. Financement à l'achat de 0%, offert sur approbation de crédit des Services de financement auto TD pendant 60 mois sur un véhicule Orlando 2012. Les taux des autres institutions financières inclus, un versement mensuel de 200\$ à 250\$ par mois. Le versement mensuel peut varier selon le montant emprunté et le versement mensuel peut varier selon le montant emprunté. L'offre s'adresse uniquement aux particuliers admissibles. Certaines conditions s'appliquent. Exemple : basé sur un financement de 25 000\$ à un taux de 6,99% par année, un dépôt de sécurité peut être requis. 2. Meilleur rendement éconergétique sur route de tous les 7 places² basé sur un financement de 25 000\$ à un taux de 6,99% par année, un dépôt de sécurité peut être requis. 3. Prix à l'achat de 21 340\$. Paiements mensuels basés sur une location de 60 mois à un taux de location de 1,65%. Sur approbation de crédit de la Financial Inc Corporation. Limite annuelle de 20 000 km; 0,16\$ par kilomètre excédentaire. Les versements mensuels peuvent varier selon la valeur de consommation de carburant 2012 de Ressources naturelles Canada. Votre consommation réelle de carburant peut varier. 4. Chevrolet Equinox LTZ équipé d'un moteur 4 cylindres ECOTEC de 2,4 L de série. Rendement éconergétique selon le Guide de consommation de carburant 2012 de Ressources naturelles Canada. Votre consommation réelle de carburant peut varier. 5. Pour en savoir plus, visitez ils.org/ratings. Le seuil Best Buy est une marque déposée de Consumers Digest Communications, LLC, utilisée sous licence. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du RMAQ Québec (excluant la région de Gatineau - Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre de programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à un prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.

ACTUALITÉS

Rapport sur l'extraction des gaz de schiste

Le fédéral doit revoir les règles

EXCLUSIF

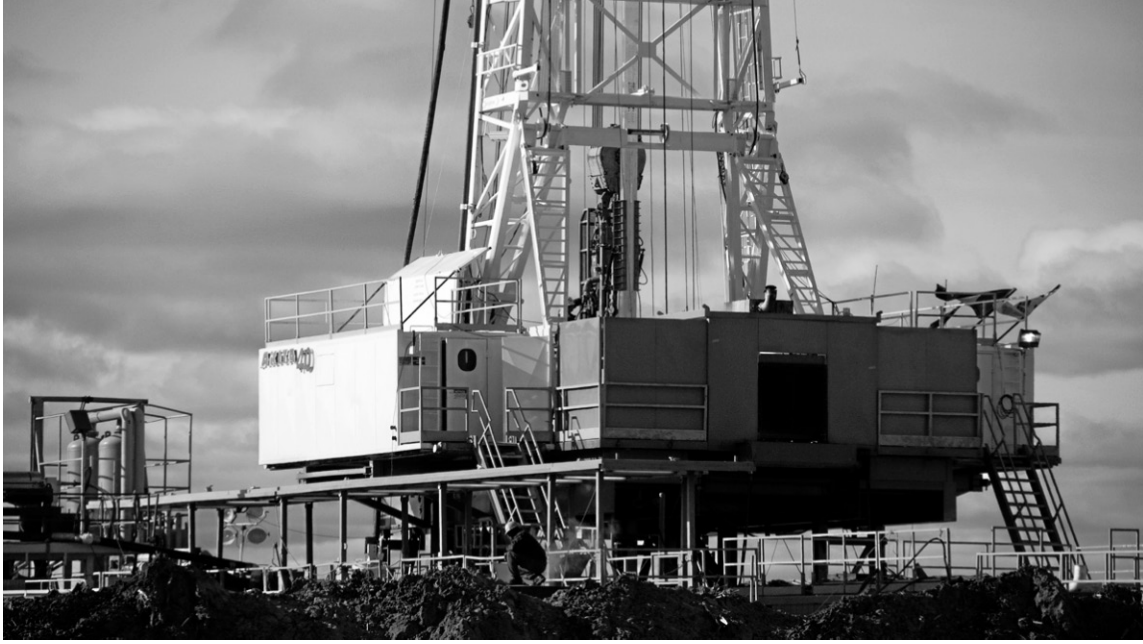
MARTIN CROTEAU

OTTAWA — Les règles qui encadrent l'extraction du gaz de schiste sont « basées sur de vieilles idées » et le gouvernement doit jouer un rôle actif pour mieux informer la population sur cette industrie qui suscite beaucoup d'appréhension, affirme un groupe d'experts constitué par un ministre fédéral. Une conclusion qui contredit en partie la position du gouvernement Harper, qui estime que c'est aux provinces de régir l'exploitation de cette ressource.

Un groupe de travail de Ressources naturelles Canada s'est penché l'an dernier sur cette industrie, dont l'essor a provoqué une vive controverse au Québec et dans d'autres provinces. Des chercheurs du Québec, de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de la Colombie-Britannique se sont réunis pour discuter des impacts des forages sur l'eau.

Le compte rendu de leurs échanges, publié tout récemment, conclut que le gouvernement fédéral doit mieux encadrer l'extraction du gaz par la fracturation hydraulique des schistes souterrains. En premier lieu parce qu'il faut rassurer la population.

« Le groupe estime que le public n'est pas bien informé, mais très déterminé, et qu'il y a un besoin criant pour plus d'information exacte, peut-on y lire. Le public s'inquiète de ces activités, particulièrement de la fracturation hydraulique, et c'est le mandat du gouvernement de trouver des réponses et de les communiquer. La recherche va aider à rassurer le public. »



La production du gaz de schiste est nouvelle et les réglementations qui l'encadrent sont « basées sur de vieilles idées », selon un groupe d'experts.

Le groupe appelle aussi le gouvernement à réglementer l'extraction, qui s'effectue par l'injection d'un mélange d'eau, de sable et de produits chimiques sous terre afin de fracturer la roche et libérer le gaz qui s'y trouve emprisonné. Cette technique n'est pas nouvelle, mais ses effets sont toujours relativement méconnus, notamment sur les eaux souterraines.

Imposer des quotas

« Les participants ont souligné le fait que la production du gaz de schiste est nouvelle et que les réglementations qui l'encadrent sont basées sur de vieilles idées sur l'exploitation du pétrole et du gaz conventionnels », précise le rapport.

Les experts appellent le gouvernement à revoir les règles. Ils suggèrent, par exemple, d'imposer des quotas afin d'encourager les producteurs

à recycler l'eau qu'ils injectent sous terre, ou encore d'encourager l'utilisation de produits « verts » dans le procédé de fracturation.

« Cela a semblé être une solution gagnant-gagnant, car plus les compagnies pétrolières sont "vertes", plus elles seront "acceptées", écrivent les experts. L'image de l'industrie est définitivement un problème en raison de mauvaises expériences dans le passé. »

Le rapport précise que les opinions exprimées par les experts ne sont pas nécessairement celles du gouvernement fédéral, ni du ministère des Ressources naturelles.

En comité plénier, il y a deux semaines, le ministre de l'Environnement, Peter Kent, a d'ailleurs été catégorique. Il n'est pas question pour le gouvernement fédéral de réglementer cette industrie.

« Le ministre n'a pas dit qu'il n'est pas nécessaire de réglementer les gaz de schiste, précise son attaché de presse, Adam Sweet. Notre position, c'est que même si Environnement Canada dispose de certains pouvoirs réglementaires pour régir l'industrie du pétrole et du gaz, ce secteur industriel tombe essentiellement sous la juridiction des provinces, sauf sur les terres fédérales. »

Manque d'information

En réponse à l'autre préoccupation soulevée par le rapport, celle du manque d'information des Canadiens, M. Sweet fait valoir que le gouvernement Harper a mandaté le Conseil des académies canadiennes pour étudier en profondeur les impacts de l'extraction des gaz de schiste. Ce rapport est attendu l'an prochain.

PUITS DE GAZ DE SCHISTE, PAR PROVINCE

PUITS FORÉS

- > Colombie-Britannique: 1873
- > Alberta: 190
- > Saskatchewan: 85
- > Ontario: 1
- > Québec: 29
- > Nouveau-Brunswick: 4
- > Nouvelle-Écosse: 5

PUITS EN PRODUCTION

- > Colombie-Britannique: 1354
- > Alberta: 114
- > Saskatchewan: 35
- > Ontario: 0
- > Québec: 0
- > Nouveau-Brunswick: 1
- > Nouvelle-Écosse: 0

Source: Commission géologique du Canada

Le Nouveau Parti démocratique demande depuis des mois au gouvernement de mieux régir l'industrie du gaz de schiste. La critique du parti en matière d'Environnement, Megan Leslie, affirme que le précédent ministre de M. Kent, Jim Prentice, avait promis d'agir en ce sens.

« M. Kent a reculé sur cette promesse, je dirais même qu'il l'a totalement abandonnée, a-t-elle indiqué. À la lumière de ce rapport, je crois qu'il est évident qu'il faut adopter de nouveaux règlements ainsi qu'une étude approfondie. Il faut appliquer le principe de la précaution. » — Avec la collaboration de William Leclerc

lait PRÉSENTE

FÉRIA DU VÉLO DE MONTRÉAL

EN COLLABORATION AVEC

Jean Coutu

UNE SAISON AU PARADIS

OPÉRATION VÉLO-BOULOT

ÉDITION 2012

OPÉRATION VÉLO-BOULOT ÉDITION 2012



JOURNÉE VÉLO-BOULOT
Mercredi 30 mai, au parc La Fontaine
De 7 h à 18 h

> Rouge Café, émission matinale du 107,3 Rouge fm, en compagnie de Marie-Élaine Proulx et Jean-François Baril, le matin en direct du site, de 5 h 30 à 8 h 30.

> Récupération de vélos usagés par SOS Vélo en collaboration avec Gaz Métro. Donnez un vélo et participez automatiquement au concours.

> Distribution de produits et activités de nos partenaires : Fédération des producteurs de lait du Québec, Jean Coutu, Desjardins, STM, La Presse.

MONTREAL CYCLE CHIC

RENDEZ-VOUS CYCLE CHIC
En savoir plus :
montrealcyclechic.com

CONFÉRENCE DE GABE KLEIN
Commissaire du transport à Chicago



Mobilité urbaine : l'approche novatrice de la Ville des vents

Vendredi 1^{er} juin, 10 h 30
Auditorium de la Grande Bibliothèque
475, boul. De Maisonneuve Est, Montréal
Entrée libre. Conférence en anglais.

Aire bleue Info-Féria GazMétro

Information velo.qc.ca ☎ 521-VELO

Desjardins stm TOURISME Montréal metro

Rouge 107.3 fm LA PRESSE Montréal Québec

Drame familial à Deux-Montagnes

Une femme est décédée et un homme se trouvait dans un état critique, hier, à la suite d'un possible drame familial survenu à Deux-Montagnes.

Répondant à un appel d'urgence, les policiers municipaux ont trouvé une femme et un homme grièvement blessés dans une résidence unifamiliale vers 13 h hier. Il s'agirait d'un couple, la police municipale. « La femme est dans la cinquantaine et l'homme dans la quarantaine », s'est limité à expliquer Daniel Thibodeau, de la Sûreté du

Québec. Les deux personnes ont été transportées à l'hôpital, où le décès de la femme a été constaté. L'homme demeure hospitalisé dans un état critique, mais sa vie ne serait pas en danger, toujours selon M. Thibodeau. Il est théoriquement en état d'arrestation.

L'appel au 9-1-1 aurait été fait par un proche inquiet qui ne se trouvait pas dans la résidence où le drame est survenu. Une enquête pour homicide a été confiée à la Sûreté du Québec. — Philippe Teisceira-Lessard

Collision mortelle avec un cheval

Patrick Jobin, un adolescent de 17 ans, est décédé, vendredi soir, lorsque la voiture conduite par une amie est entrée en collision avec un cheval sur la route 265, à la hauteur de Plessisville. Sous la force de l'impact, le cheval a déchiré une partie du toit et a écrasé la banquette arrière, ne laissant aucune chance à la victime qui s'y trouvait. La conductrice

et une autre passagère, des adolescentes du même âge, ont tenté en vain des manœuvres de réanimation en attendant les secours. L'enquête n'a pas permis de déterminer pour quelle raison le cheval se trouvait sur cette route achalandée. Il est possible qu'il se soit échappé d'un enclos situé à proximité. — La Tribune

PARC D'OKA Deux corps repêchés dans le lac

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Les corps des deux jeunes hommes disparus samedi dans les eaux du lac des Deux Montagnes ont été repêchés hier matin par les plongeurs du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

Les deux victimes sont Dharmefhbai Patel, 19 ans, et Dilpreet Singh, 22 ans. Samedi après-midi, ils déambulaient en compagnie d'amis sur le bord du lac des Deux Montagnes au Parc national d'Oka. Ils se trouvaient à 150 mètres de la rive lorsqu'ils ont subitement disparu dans l'eau. Un appel a été fait à la Sûreté du Québec vers 14 h pour signaler leur disparition. « Ils marchaient côte à côte quand ils sont tombés dans un bas fond, une dépression dans le creux du lac », a expliqué le sergent Ronald McInnis.

Le fond du plan d'eau devient subitement profond à cet endroit, ce qui a pu faire perdre pied aux deux jeunes Montréalais d'origine pakistanaise. Au moins l'un d'eux ne savait pas nager. Les six ou sept amis qui les accompagnaient non plus.

La SQ a fait appel aux plongeurs du SPVM pour mener les recherches samedi. Celles-ci ont dû être suspendues pour la nuit. Les recherches ont repris tôt hier matin.

Les deux corps ont été retrouvés non loin du lieu où les jeunes hommes ont sombré. Ils ont été repêchés à environ une heure d'intervalle, le dernier ayant été retrouvé hier, vers 9 h.

Les amis des victimes, qui marchaient avec eux sur la rive du lac, sont indemnes. Mais « ils n'ont pas pu leur porter secours immédiatement », a expliqué Daniel Thibodeau.

La famille des deux jeunes était sur place, samedi, pour assister aux opérations.

Résultats des tirages du : 2012-05-26

LOTTO 649 23 31 33 17 38 46 49 17 compl.

Québec 01 10 11 39 21 34 38 39 compl.

Prochain gros lot (approx.) : 20 000 000 \$

Extra 6393952

Résultats des tirages du : 2012-05-27

Sprinto 03 08 10 14 32

Power 3 6 V R A Triplez 03 15 18 19 36

Banco 04 06 09 12 16 31 34 35 36 46 47 48 51 54 57 58 61 66 67 68

Quatrems 3 052 4 7777

Astro Jour - Mois - Année - Signe Extra 6028294

12 JUIN 51 VIERGE

Pour les 30 ans du Lotto 649, en plus des millions annoncés, 30 lots bonis de 100 000 \$ seront tirés du 30 mai au 30 juin.

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Violations de la protection de la vie privée au ministère des Anciens combattants

Un rapport contredit la commissaire

LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Un enquêteur indépendant qui examinait les violations de la protection de la vie privée au ministère des Anciens combattants a indiqué au gouvernement Harper, vers la fin 2010, qu'il était approprié d'inclure les informations médicales personnelles d'un défenseur des droits de la personne très critique de l'État dans des notes d'information, révèle des documents fédéraux internes.

Cette conclusion de la firme Amprax contredit la

commissaire à la protection de la vie privée du pays, qui a jugé, il y a environ deux ans, que deux notes d'information contenant des références aux examens psychiatriques d'un opposant bien connu, Sean Bruyey, avaient violé la loi.

Le rapport a été préparé à l'insistance de bureaucrates qui ont été ciblés par la critique acerbe de l'affaire par de la commissaire Jennifer Stoddart.

Le processus de révision, qui a coûté 24 990\$ au trésor public, n'a pas permis de découvrir des erreurs ou des «fautes» dans les actions des

bureaucrates et des hauts responsables du ministère.

«Le ministre avait le droit d'obtenir les informations contenues dans les deux notes, indique le rapport, qui fait partie d'un ensemble de notes datant du 21 décembre 2010. Le ministre avait également besoin de ces informations. Il en avait besoin à ces moments précis. La question de savoir s'il avait besoin de toutes ces informations fait l'objet de débats.»

Les informations contenues dans le rapport d'examen, réclamées il y a 18 mois par La Presse Canadienne, ont été

publiées la semaine dernière en vertu des dispositions de la Loi sur l'accès à l'information à la suite d'une plainte déposée auprès du commissaire à l'information.

Le rapport d'enquête d'Amprax impute la faute de la mauvaise gestion au sous-ministre et au sous-ministre adjoint, mais excuse largement les actions comme résultant de l'ignorance, plutôt que de les qualifier de campagne de dénigrement délibérée contre M. Bruyey, qui a critiqué la mise en place de la Nouvelle Charte des anciens combattants.

«La possibilité d'un méfait ne s'applique clairement pas dans ce dossier, indique le document. Tous tentaient d'aider le client. Ce qui peut être reproché est un manque de sensibilité envers la vie privée et un manque d'ajustement des politiques et procédures.»

Le Bureau du commissariat à la protection de la vie privée a dit être au courant de la révision effectuée par Amprax, mais n'a pas voulu se prononcer sur son contenu. La commissaire mène une enquête approfondie du ministère des Anciens combattants.



ACURA

acuraquebec.ca

0\$ + 1500\$
JUSQU'À
À UTILISER À VOTRE GUISE[†]
COMPTANT



TSX 2012

PAIEMENT MENSUEL	LOCATION 48 MOIS	COMPTANT
458\$*	3,5%	0\$

MOTEUR I-VTEC^{MD}, 201 CH. | SIÈGES CHAUFFANTS | TOIT OUVRANT ÉLECTRIQUE | INTERFACE MAINS LIBRES HANDSFREELINK^{MC} BLUETOOTH^{MD}



TL 2012

PAIEMENT MENSUEL	LOCATION 48 MOIS	COMPTANT
498\$*	2,5%	0\$

MOTEUR V6 VTEC^{MD}, 280 CH. | SIÈGES EN CUIR CHAUFFANTS | TOIT OUVRANT ÉLECTRIQUE | INTERFACE MAINS LIBRES HANDSFREELINK^{MC} BLUETOOTH^{MD}



MDX 2012 AWD

PAIEMENT MENSUEL	LOCATION 48 MOIS	COMPTANT
668\$*	1,5%	0\$

MOTEUR V6 VTEC^{MD}, 300 CH. | SYSTÈME TOUTES ROUES MOTRICES (SH-AWD^{MD}) | SIÈGES EN CUIR CHAUFFANTS | CAMÉRA DE RECUL AVEC AFFICHAGE SUR LE RÉTROVISEUR*

ACURA DE LAVAL | 2500, boul. Chomedey, Laval | 450 682-4050
ACURA BROSSARD | 9100, boul. Taschereau, Brossard | 450 659-1616

ACURA GABRIEL | 4648, boul. Saint-Jean, Dollard-des-Ormeaux | 514 696-7777
LUCIANI ACURA | 4040, rue Jean-Talon O., Montréal | 514 340-1344

ACURA PLUS | 255, boul. de la Seigneurie, Blainville | 450 435-4455
ACURA MÉTROPOLITAIN | 5625, boul. Métropolitain, Saint-Léonard | 514 362-2872

L'acheteur avisé lit les petits caractères : *Offre d'une durée limitée du 1er au 31 mai 2012 applicable à la location pour usage personnel seulement sur modèles neufs Acura TSX 2012 (CU2E4C), Acura TL 2012 (UJ8F2C) et Acura MDX 2012 (YD2H2CJN) par le biais de Services Financiers Acura sur approbation de crédit. Le versement mensuel pendant 48 mois au taux de 3,5%/2,5%/1,5% s'élève à 458 \$/498 \$/668 \$ moyennant un versement initial de 0 \$. Le paiement du premier mois et un dépôt de garantie de 0\$ sont payables dès l'entrée en vigueur du contrat de location. Les frais de transport, de préparation ainsi que la taxe sur le climatiseur sont inclus. Les taxes, frais d'immatriculation et d'assurance sont en sus. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 80 000 km pour 48 mois au taux de 0,15 \$/km. Le concessionnaire peut louer à plus bas prix. Le concessionnaire peut devoir échanger un véhicule. Valable sur les véhicules en inventaire seulement. Offres valides pour les résidents du Québec seulement chez les concessionnaires participants Acura du Québec. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Acura pour tous les détails. © 2012 Acura, une division de Honda Canada. † La remise de 500 \$/1 000\$/1 500 \$ sur le TSX 2012/TL 2012/MDX 2012 neuf s'applique à la location, à l'achat ou à l'achat comptant au détail. L'acheteur pourra recevoir un chèque au montant de 500 \$/1 000\$/1 500 \$ ou choisir d'appliquer cette remise à la location, à l'achat ou à l'achat comptant, avant les taxes. Des conditions s'appliquent. Voyez votre concessionnaire pour les détails. † Ne remplace pas la responsabilité du conducteur à faire preuve d'une grande prudence lorsqu'il conduit.

ACTUALITÉS

ÉLEVEURS DE CHIENS AU QUÉBEC

LA LOI DE LA JUNGLE



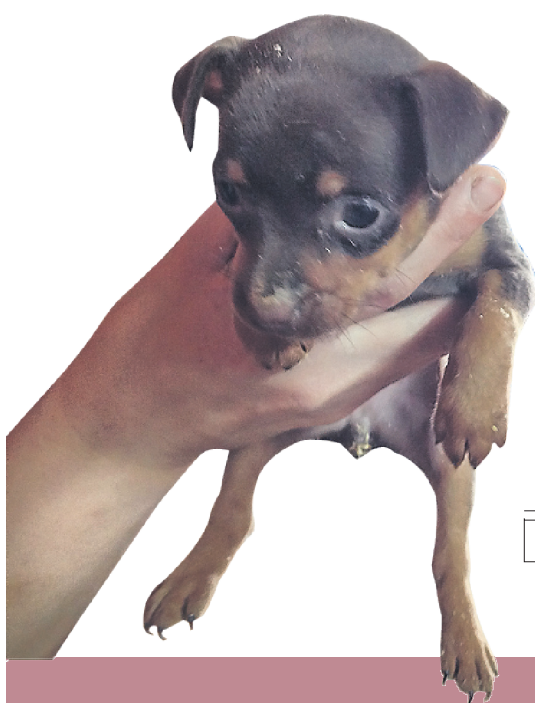
STÉPHANIE VALLET



HUGO MEUNIER

La Presse a visité clandestinement plusieurs endroits sanctionnés par des inspecteurs mandatés par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) au cours des dernières années. Toujours ouverts, ces établissements aménagés dans des cabanons, granges ou sous-sols, où les chiots sont vendus quelques centaines de dollars, sont le reflet d'une législation qui manque de mordant. Ces chenils improvisés pullulent à travers la province. Certains organismes parlent de près de 2000. Une industrie lucrative, où de nombreux chiots endurent un véritable enfer en attendant de devenir le meilleur ami de l'homme. Une lueur d'espoir cependant se laisse entrevoir avec la tenue aujourd'hui et demain d'une consultation à l'Assemblée nationale concernant le projet de loi P-51 qui pourrait remplacer la Loi sur la protection sanitaire des animaux actuellement en vigueur.

➤ LISEZ DEMAIN NOTRE ANALYSE DE LA LÉGISLATION QUÉBÉCOISE EN LA MATIÈRE.



▶ Regardez notre vidéo sur lapresse.ca/videos



ÉLEVAGE DANS UN SOUS-SOL

Aucune pancarte ni indice n'annoncent un chenil. Une femme grille une cigarette dans le stationnement de l'entrée de cette résidence en peu délabrée de Wotton, dans les Cantons-de-l'Est. Nous prétendons être à la recherche d'un chiot, elle nous invite à entrer, saisissant le téléphone pour prévenir sa mère de notre présence. Des aboiements résonnent depuis le sous-sol. La mère en émerge, trois Yorkshires adultes dans ses bras.

Cette femme, la propriétaire, raconte qu'une portée est prévue dans une semaine. Le prix de ses chiots: entre 500 et 800\$. Elle refuse de nous montrer la mère au sous-sol. «Elle serait trop nerveuse», explique-t-elle.

La propriétaire a été reconnue coupable en 2009 de n'avoir pas su garder propre et sécuritaire l'élevage en question, qui comptait 117 chiens, au passage des inspecteurs d'ANIMA-Québec. Elle avait alors dû acquitter une amende de 1040\$.

Elle dit maintenant préférer un endroit plus modeste et de plus petites races. Difficile toutefois d'en saisir l'ampleur, puisqu'elle nous refuse l'accès au sous-sol. Seuls les aboiements nous rappellent la présence animale. La propriétaire n'a pas retourné nos appels.

CHENIL EN BOIS POUR 75 CHIENS

On y débouche en roulant un bon moment sur une route cabossée de Saint-Nicéphore, près de Drummondville. «Élevage Gigi», dit la pancarte installée au bord du chemin. Des enclos en bois de toutes tailles, rafistolés de manière artisanale, sont éparpillés sur le terrain. La propriétaire, Ginette, nous accueille sous les hurlements de quelques dizaines de chiens, 75 selon elle.

L'éleveuse a reçu une amende en 2006 pour avoir laissé son chenil en mauvaise condition.

La propriétaire nous entraîne dans son petit bureau. «Maternité, entrée interdite», peut-on lire au-dessus d'une porte battante. Elle y entre et ressort rapidement avec deux bébés caniches d'à peine 10 jours, puis deux Shih Tzu de 7 semaines. Par l'entrebâillement de la porte, on remarque un mur de cages où se trouvent des chiens, une pièce sombre, des sacs de nourriture empilés. On demande à voir la mère, mais la propriétaire refuse sous prétexte qu'elle serait trop énervée. Peu importe la race, le prix des chiots varie entre 350 et 375\$.

De retour à l'extérieur, les chiens s'agglutinent contre les grilles à notre passage. Elle précise qu'exploiter un tel endroit constitue une tâche colossale et nécessite la présence de trois employés.

Jointe après notre visite, la propriétaire assure de s'être occupée de ses chiens. «Ça fait 38 ans que je fais ça. C'est ma vie les chiens et ici, ce n'est pas une usine à chiots», explique-t-elle. «Les inspecteurs me reprochent toujours d'avoir des installations en bois. Et je conteste toujours, puisque c'est des niaiseries. Mes chiens sont super bien, ne manquent de rien et ne tombent jamais malades», précise Ginette, qui ajoute détenir un permis de la municipalité pour élever ses chiens.

UNE NICHE SOUS LE TRAMPOLINE

Notre prochaine escale se fait dans la municipalité de Sainte-Sabine. D'un côté de la route, un grand enclos clôturé, dans lequel une dizaine de chiens de diverses races ont le museau collé au grillage. Marielle, la propriétaire, nous amène voir une portée de chiots qui vit dans une boîte de carton dans un abri Tempo sans bâche puis sous un trampoline, où une autre portée vit dans une caisse en bois.

Nous nous dirigeons ensuite vers le bâtiment principal où l'on retrouve plusieurs enclos. L'un deux renferme une portée de lévriers de 3 jours avec leur maman. L'endroit, qui se résume à un lit de paille sur des planches, est réchauffé par une lampe suspendue.

Un couple de lévriers sur le point de se reproduire partage un enclos. La femelle, handicapée, se tient péniblement sur trois pattes. Quatre bouviers adultes s'entassent dans le suivant et deux bébés de quelques semaines gigotent dans celui près de la porte. La propriétaire dit faire de l'élevage depuis 16 ans. Elle a reçu une amende en 2010 pour ne pas avoir maintenu propre le lieu où ses 75 chiens étaient gardés.

«J'avais un plancher en bois parce qu'avant j'avais des chevaux et j'ai eu une amende, car il fallait que ça soit peint ou recouvert d'un plastique. Ce n'était pas de la mauvaise volonté, mais plus un état d'esprit: c'est un animal et c'est correct comme ça. J'ai été élevée sur une ferme et c'est notre manière de faire», explique Marielle.



PHOTO FOURNIE PAR ANIMA QUÉBEC



Lors de notre visite à Sainte-Sabine chez Marielle.



PHOTO EXTRAITE DE NOTRE VIDÉO

Lors de l'inspection en 2006 à l'élevage Gigi.



Élevage Gigi



DÉBUSQUER UN ÉLEVAGE SUSPECT

Le verdict est unanime. Pour Yves Gosselin et Sébastien Kfoury, docteurs en médecine vétérinaires à l'Hôpital Rive-Sud, les conditions dans lesquelles sont gardés les chiens dans les élevages que nous avons visités sont inacceptables.

« C'est absolument inadéquat. Ce n'est pas pire que ce qu'on fait vivre à des poulets. Mais c'est parce qu'on voit le chien comme n'étant pas un poulet, et avec raison », lance le Dr Kfoury après avoir visionné à peine quelques secondes les images captées en caméra cachée.

« Tout bon éleveur va vous permettre de voir la pouponnière, l'endroit où les chiots sont gardés. Il n'y a rien de mieux pour un chiot que de voir des humains et de socialiser », précise-t-il.

Éleveur spécialisé de labradors pure race, Alain Jetté a même mis au point un protocole de stimulation des chiots qui sont amenés à être socialisés dès leurs premiers jours. Il porte également une attention toute

particulière à la génétique de ses animaux, contrairement aux usines à chiots dans lesquelles la reproduction est hors de tout contrôle et axées sur le volume. « Je fais passer toute une batterie de tests à mes chiens: les hanches, les coudes, les yeux pour ne citer que ceux-ci sont examinés pour garantir la pureté de la race. On ne fait pas ça pour l'argent, mais pour la passion », dit l'éleveur qui a un emploi à plein temps et investit d'importantes sommes d'argent dans son élevage où les chiots sont vendus entre 900 et 2000\$.

Autres indicateurs qui devraient mettre la puce à l'oreille à tout acheteur responsable pour débusquer un élevage suspect: l'odeur, le bruit et la quantité de chiens gardés dans des installations en bois (et non en acier inoxydable). « Le signal d'alarme est clair: quand on retrouve plus de deux races dans un élevage et que les installations semblent improvisées, il vaut mieux rebrousser chemin », conclut le Dr Sébastien Kfoury.

AIDANTE NATURELLE ET ÉLEVEUSE

Le lac Aylmer s'étend presque au pied de l'élevage Jacqueline, identifié par un écriteau au bord de la route. L'éleveuse nous accueille au pas de sa porte, talonné par son mari en fauteuil roulant. L'homme a fait un AVC l'an dernier, ce qui force sa femme à s'en occuper à temps complet. Elle gère un élevage de plusieurs dizaines de chiens, aménagé dans une annexe en bois. De sa maison, on entend les bêtes aboyer.

« Je n'ai que 12 chiens », s'empresse-t-elle de dire. Le bruit aigu augmente et irrite carrément le tympan dès qu'on pousse la porte de l'élevage, spécialisé dans les caniches et les Shih Poo. On atterrit d'abord dans une sorte de salle de montre où sont entreposées une dizaine de cages vides. La propriétaire s'engouffre dans le chenil par une porte battante – sur laquelle il est inscrit « privé ». Derrière celle-ci se trouve une grande pièce où sont éparpillés des enclos et des cages en bois. Elle nous propose plusieurs couleurs et âges dont les prix, très bas par rapport au marché, varient entre 150\$ (pour un chien de 6 mois) et 350\$. Elle propose également une formule clé en main: carnets de santé (avec deux vaccins), couverture, nourriture (3 livres) et un guide du nouveau propriétaire.

Elle avoue que sa passion, qu'elle pratique depuis 18 ans, est plus difficile à concilier avec son mari cloué en fauteuil roulant. Rejointe par téléphone par la suite, Jacqueline se plaint que ses clients puissent encore voir sur les moteurs de recherche qu'elle a été sanctionnée par ANIMA Québec le 18 janvier 2008 pour un montant de 1060\$ alors que les 70 chiens qu'elle détenait n'étaient pas maintenus dans un habitat salubre.

UN CHIOT INERTE AU MILIEU DES ABOIEMENTS

« Chiots à vendre », peut-on lire en grosses lettres peintes sur une façade de grange visible depuis l'autoroute 20, à la hauteur de Saint-Cyrille-de-Wendover. Le Chenil des Voltigeurs est un endroit bien connu, mais pas pour les bonnes raisons.

La maison du propriétaire voisine le chenil et se trouve sur un terrain qui ressemble à une décharge à ciel ouvert.

À notre arrivée, Naji, le propriétaire nous apostrophe. Il nous fait grimper sans hésitation au premier étage de la vieille grange.

Son chenil a été piégé par une équipe d'Enquête en 2008, en plus de recevoir la visite des inspecteurs d'ANIMA-Québec l'année précédente. Ces derniers lui avaient remis une amende salée pour l'insalubrité des lieux, le manque d'eau, les risques pour la sécurité et la santé des animaux et la présence de chiens malades. L'endroit abritait alors 200 chiens.

La situation ne semble guère plus reluisante aujourd'hui. Outre l'insupportable vacarme, l'odeur vous prend au nez, même si le nombre de chiens semble à première vue moindre.

L'aspect général n'est pas insalubre, mais les conditions d'élevage laissent songeur: des enclos grillagés dans lesquels sont entassés jusqu'à sept chiens.

Le propriétaire entre dans une cage pour en ressortir avec un caniche blanc, aux poils jaunés et qui se détachent par croustes. Il est le seul à ne pas aboyer ni même à bouger...

Il explique faire un cadeau à 250\$, avec deux vaccins en prime et précise avoir tous les papiers en règle.

Avant de partir, on fait le tour de la pièce et de l'autre côté où s'entassent des chiens plus âgés et deux femelles chien saucisse enceintes. Une à moitié aveugle et avec des bosses sur le corps, l'autre apeurée, se tient debout sur deux pattes devant un nouveau né, roulé en boule, qui semble sans vie. Joint au téléphone, le propriétaire du chenil a simplement dit avoir fait plusieurs changements depuis le passage des inspecteurs, mais a coupé court à la conversation.



Lors de l'inspection en 2007 au Chenil des voltigeurs.

PHOTO FOURNIE PAR ANIMAQUÉBEC

ST-BASILE
Honda.COM
135, boul. Sir-Wilfrid-Laurier
St-Basile (Route 116)
450 461-9999

CHAMBLY
Honda.COM
850, boul. Périgny
Chambly (Route 112)
450 658-6699

HAMEL
Honda.COM
332, rue Dubois, St-Eustache
450 491-8444
514 875-1919

VENTE FIN DE MOIS

MAI 28	MAI 29
MAI 30	MAI 31

CIVIC BERLINE 2012

Civic 14
LA VOITURE LA PLUS VENDUE AU CANADA
POUR UNE 14^{ÈME} ANNÉE CONSÉCUTIVE

PAIEMENT MENSUEL LOCATION 60 MOIS **178\$** 995\$ COMPTANT
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

ACCORD SE 2012

PAIEMENT MENSUEL LOCATION 60 MOIS **298\$** 1480\$ COMPTANT
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

CR-V LX 2012

LE TOUT NOUVEAU CR-V
Eh oui, il fait ça aussi.

PAIEMENT MENSUEL LOCATION 48 MOIS **328\$** 2490\$ COMPTANT
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

PEU IMPORTE OÙ VOUS AVEZ ACHETÉ OU LOUÉ VOTRE VÉHICULE, NOUS POUVONS RACHETER VOTRE BAIL **PAYONS LE MAXIMUM POUR VOTRE ÉCHANGE**

TOUTES MARQUES ACCEPTÉES!

* Offre de location-bail est faite par Services Financiers Honda Inc. (SFHI), sur approbation de crédit. Cette offre porte sur la Civic berline DX manuelle 2012 neuve (modèle FB2E2C5X). Franchise de kilométrage de 120 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation de 1 495 \$ inclus. Prix à l'achat pour ce véhicule: 16 485 \$, transport et préparation inclus. Offre de location-bail est faite par Services Financiers Honda Inc. (SFHI), sur approbation de crédit. Jusqu'à épuisement des stocks. Les taxes, droits, assurances et immatriculation sont en sus. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Offres valides seulement pour les résidents du Québec chez les concessionnaires Honda du Québec participants. Offres d'une durée limitée sujettes à changement sans préavis par le fabricant et valides sur les véhicules en inventaire. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Honda pour plus de détails. ** Offre de location-bail est faite par Services Financiers Honda Inc. (SFHI), sur approbation de crédit. Cette offre porte sur le CR-V LX 2 roues motrices 2012 neuf (modèle RM3H3CE). Franchise de kilométrage de 95 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation de 1 640 \$ et taxe sur le climatiseur de 100 \$ inclus. Prix à l'achat pour ce véhicule: 27 730 \$, transport et préparation et taxe sur le climatiseur inclus. *** Offre de location-bail est faite par Services Financiers Honda Inc. (SFHI), sur approbation de crédit. Cette offre porte sur l'Accord SE 2012 neuve (modèle CP2E2E2). Franchise de kilométrage de 95 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation de 1 640 \$ et taxe sur le climatiseur de 100 \$ inclus. Prix à l'achat pour ce véhicule: 26 630 \$, transport et préparation et taxe sur le climatiseur inclus. Jusqu'à épuisement des stocks. Les taxes, droits, assurances et immatriculation sont en sus. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Offres valides seulement pour les résidents du Québec chez les concessionnaires Honda du Québec participants. Offres d'une durée limitée sujettes à changement sans préavis par le fabricant et valides sur les véhicules en inventaire seulement. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Honda pour plus de détails.

BARACK OBAMA POUR LE MARIAGE GAI

Les Noirs américains font volte-face



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — Les Noirs américains et le mariage homosexuel n'ont pas toujours fait bon ménage. Au fil des ans, le phénomène a d'ailleurs soulevé un certain nombre de questions gênantes, dont celle-ci: comment une minorité longtemps opprimée peut-elle vouloir priver une autre de l'égalité devant la loi?

La religion, l'histoire ou la culture ont été invoquées pour expliquer cette opposition qui s'est notamment exprimée lors de référendums tenus en Californie en 2008 et en Caroline-du-Nord le 8 mai. Dans ces deux États, environ

risque, il a tenu une conférence téléphonique avec d'influents pasteurs noirs dès après l'interview télévisée au cours de laquelle il est, en quelque sorte, sorti du placard.

Barack Obama n'a peut-être pas réussi à changer l'opinion de ces religieux sur le mariage homosexuel. Mais son annonce historique semble avoir eu un impact majeur sur la position des Noirs américains en général sur cette question, selon des sondages publiés la semaine dernière.

Un revirement spectaculaire

Le cas du Maryland est particulièrement intéressant. Cet État semblait être en voie de devenir le premier aux États-Unis à approuver le mariage gai par voie référendaire, et ce, en dépit de l'opposition de 56 % des électeurs noirs, selon un sondage PPP publié en mars. Or, jeudi dernier, la



PHOTO PABLO MARTINEZ MONSIVAIS, ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

Le premier président de couleur en faveur du mariage gai risquait de s'aliéner une partie de l'électorat noir.

Washington Post publié mercredi dernier. Le soutien au mariage gai du même électorat ne dépassait pourtant pas 41 % selon la moyenne des sondages réalisés pour ces deux médias au cours de l'année précédente.

Même en Caroline-du-Nord, les Noirs semblent avoir changé d'opinion. Selon un sondage PPP publié la semaine dernière, 55 % d'entre eux «croient que les couples du même sexe devraient pouvoir se marier ou former des unions civiles», un bond de 11 points depuis un sondage publié le 6 mai par la même maison.

En apportant son soutien au mariage gai, Barack Obama aura sans doute encouragé bon nombre de Noirs américains à réexaminer leur opinion sur le sujet. Il aura également incité plusieurs groupes et personnalités importants à lui emboîter le pas, dont la NAACP, la plus

ancienne et importante organisation de défense des droits civiques des Noirs.

«Le soutien de la NAACP à l'égalité du mariage est profondément ancré dans le 14^e amendement de la Constitution des États-Unis et dans l'égalité de protection de la loi», a déclaré samedi dernier le président de l'organisation, Benjamin Jealous, en faisant référence à l'amendement constitutionnel sur lequel le mouvement des droits civiques s'est appuyé pour démanteler les lois ségrégationnistes.

Jealous établissait ainsi un lien entre la cause des homosexuels et celle des Noirs que plusieurs d'entre eux avaient rejeté par le passé.

Une interdiction passéiste

Le rappeur Jay-Z a également fait sa part pour s'attaquer à une certaine

homophobie véhiculée par des personnalités issues de la culture hip-hop. «J'ai toujours vu l'interdiction du mariage gai comme quelque chose de passéiste», a-t-il déclaré sur CNN.

Et l'ancien secrétaire d'État américain Colin Powell, un Afro-Américain appartenant à une autre génération, a témoigné de sa propre évolution mercredi dernier en disant qu'il n'avait «aucun problème avec» le mariage homosexuel.

Le général à la retraite a même été plus loin que le président Obama en affirmant que la légalisation du mariage gai ne devrait pas nécessairement être du seul ressort des États.

«Je ne vois aucune raison pour ne pas dire que les couples du même sexe devraient pouvoir se marier sous la loi de leur État ou de leur pays», a-t-il dit.

En apportant son soutien au mariage gai, Barack Obama aura sans doute encouragé bon nombre de Noirs américains à réexaminer leur opinion sur le sujet.

deux tiers des électeurs noirs ont voté pour des amendements constitutionnels interdisant le mariage gai.

Compte tenu des résultats de ces scrutins et de plusieurs sondages, la plupart des analystes sont arrivés à la même conclusion après l'annonce par Barack Obama de son soutien au mariage gai: le premier président de couleur risquait de s'aliéner une partie de l'électorat noir, qui a joué un rôle déterminant dans son élection en 2008. Conscient de ce

même maison de sondage a publié une nouvelle enquête indiquant un revirement spectaculaire de la part de l'électorat afro-américain sur cette question: si, comme prévu, un référendum sur le mariage gai est tenu en novembre, 55 % des Noirs diront oui.

Un changement semblable a été relevé dans l'ensemble des États-Unis, où 59 % des électeurs noirs approuvent désormais le mariage entre personnes du même sexe, selon un sondage ABC News/

«Un réel ouvrage de référence historique, d'analyse sociologique et économique! Inspirant!»

- Françoise Bertrand, Présidente,
Fédération des chambres de commerce du Québec

«Remarquable, nécessaire et important.»

- Jean Paré, journaliste et créateur de L'Actualité

«Cet ouvrage exprime une attitude résolument positive.»

- Andrew T. Molson, Président du conseil, Molson Coors,
Président du conseil, Fondation du maire: le Montréal inc.

«De quoi donner un élan d'inspiration à notre relève de demain.»

- Gilles Parent, animateur de l'émission Le retour, au 93,3 FM à Québec

Pierre Duhamel

L'AVENIR DU QUÉBEC

LES ENTREPRENEURS À LA RESCOUSSE

Offert en librairie ou sur librairie.lapresse.ca

les éditions **la PRESSE**



PHOTO FILIPPO MONTEFORTE, AGENCE FRANCE-PRESSE

Des gens sont venus de toute l'Italie pour entendre le pape prier pour Emanuela Orlandi.

DISPARITION NON RÉSOUE

Le pape pris à partie

AGENCE FRANCE-PRESSE

CITE DU VATICAN — Benoît XVI a été pris à partie hier par plusieurs dizaines de personnes qui lui ont reproché de ne pas montrer d'intérêt pour le cas d'Emanuela Orlandi, la jeune fille d'un employé du Vatican dont l'enlèvement et la disparition en 1983 ont ému l'Italie.

«Honte! Honte!», ont crié les manifestants place Saint-Pierre à l'issue de la prière dominicale, reprochant au pape de ne pas avoir mentionné la jeune fille dans ses salutations après la prière dominicale.

«Nous sommes venus de toute l'Italie pour entendre le pape prononcer le nom d'Emanuela, mais nous rentrons déçus une fois de plus. Il y a quelque chose qui ne va pas», a déclaré une femme citée par l'agence de presse Ansa.

Une gifle

«Benoît XVI a salué tout et tout le monde, y compris ceux qui pratiquent le tir à l'arc. Cela ressemble vraiment à une gifle pour Emanuela Orlandi», a dit une jeune fille, selon la même source, évoquant les salutations que le pape adresse traditionnellement après la prière, souvent à des groupes très hétérogènes.

Ces manifestants participaient à une marche organisée par le frère d'Emanuela Orlandi, Pietro, qui fait depuis des années campagne pour que lumière soit faite, accusant le Vatican – ou du moins des prélats au Vatican – de garder le silence, voire de complicité dans cette affaire.

Emanuela Orlandi, fille d'un employé de la Préfecture de la maison pontificale, a disparu le 22 juin 1983 à la sortie d'un cours de musique piazza San Appollinare, à Rome, et n'a jamais été retrouvée.

Toutes sortes de pistes ont été évoquées depuis: des liens présumés entre l'enlèvement et Ali Ağca, l'agresseur turc du pape Jean-Paul II, jusqu'à un rôle de l'ancien président américain de l'Institut pour les œuvres de religion (IOR, banque du Vatican), Paul Marcinkus, ou l'implication de services secrets, mais rien n'a été prouvé.

Le Vatican a assuré à plusieurs reprises avoir coopéré «avec engagement et transparence» avec les autorités italiennes pour démêler cette affaire, mais il ne semble pas avoir convaincu.

C'est «dommage, un mot de prière aurait suffi», a regretté hier Pietro Orlandi, commentant le silence du pape.

Bosnie Une jeune Allemande maintenue en esclavage pendant 8 ans

KARAVLASI — Un couple bosniaque a été arrêté après avoir maintenu en esclavage pendant huit ans une jeune Allemande, alors que des voisins et même la mère de la victime auraient été au courant, une affaire qui comporte beaucoup de zones d'ombres que la police n'a pas encore dissipées.

Cette fille aujourd'hui âgée de 19 ans, dont l'identité n'a pas été révélée de source officielle, a été libérée le 17 mai dans la bourgade de Karavlas, près de Tuzla, dans le nord-ouest du pays, a affirmé hier la télévision nationale (FTV).

La police avait été alertée par un voisin, Sead Makalic, qui connaissait l'existence de la jeune fille. Le couple, Milenko et Slavojka Marinkovic, a été arrêté et placé en détention.

« Ils l'ont maintenue enfermée, ne lui permettaient pas d'entrer en contact avec d'autres personnes, ni d'aller à l'école. Ils lui ont fait subir des traitements inhumains et l'ont torturée », a dit un porte-parole de la police.

À Karavlas, un journaliste de l'AFP a rencontré la mère de la victime, une femme d'une cinquantaine d'années qui s'est présentée comme Christine Siegner et a précisé que sa fille s'appelait Bettina.

« Tout est un mensonge. Nous vivions tous très bien ici. C'est une invention », a dit cette femme qui s'exprimait en allemand.

De son côté, M. Makalic, le voisin, a raconté à l'AFP des scènes de sévices que le couple Marinkovic et « leurs amis » avaient fait subir à la jeune

filles. Il affirme avoir vu pendant des années « qu'ils l'obligeaient à tirer une charrette sur laquelle ils étaient assis. Ils l'avaient mise à la place du cheval et ils rigolaient ». L'homme assure avoir vu la jeune Allemande manger du potiron et des graines de maïs que ses geôliers donnaient aux porcs. « J'avais alerté la police auparavant. Mais lorsque les policiers sont venus, ils l'avaient bien cachée. Quand je l'ai revue le 15 mai, j'ai pris une photo d'elle avec mon téléphone portable et j'ai alerté la police », assure-t-il.

Des habitants de la bourgade voisine de Gojcin ont raconté à la presse locale avoir entendu les « cris et pleurs » de la fille, qui laissaient supposer qu'elle avait alors été victime de sévices sexuels.

— Agence France-Presse



PHOTO REUTERS

Une photo de la jeune Allemande qui serait prénommée Bettina, selon une femme qui s'est présentée comme sa mère.



HONDA

Excellent rapport fiabilité/prix



Civic DX 2012
16 485 \$

À l'achat
97 \$**
/ 2 semaines

84 mois
Taux de financement de 1,99%
Transport et préparation inclus

En location
178 \$*
/ mois

60 mois
995 \$ comptant
Transport et préparation inclus



Civic Si Coupé 2012



Civic EX-L Coupé 2012



Civic Hybrid 2012

Remise additionnelle disponible avec le programme **FATES DE LAIRI!**

L'Association des concessionnaires Honda du Québec

hondaquebec.ca

*Offres faites par Services Financiers Honda inc. (SFHI), sur approbation de crédit. Cette offre porte sur la Civic berline DX manuelle 2012, neuve (modèle FB2E2CEX). Acomptes de 995 \$. Franchise de kilométrage de 120 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation de 1 495 \$ inclus. Prix à l'achat pour ce véhicule: 16 485 \$, transport et préparation inclus. ** Cette offre porte sur la Civic berline DX 2012 manuelle neuve (modèle FB2E2CEX). Offre d'une durée limitée et soumise à l'approbation du crédit de Services Financiers Honda inc. (SFHI). Par exemple, un montant de 16 487 \$ au taux de crédit annuel de 1,99 % pour un terme de 84 mois représente 97 \$ aux deux semaines, des frais de crédit de 1 381 \$ pour une obligation totale de 17 664 \$. Le prix suggéré du véhicule inclut les frais de transport et de préparation. Le paiement périodique mentionné tient compte du fait que les taxes sur le prix total du véhicule sont payées au moment de la livraison. Les taxes, droits, assurances et frais de licence sont payés par le concessionnaire. Les offres sont limitées à un seul véhicule par client. Offres d'une durée limitée sujettes à changement sans préavis par le manufacturier et valides sur les véhicules en inventaire. Photos à titre indicatif seulement. Visitez le site internet de l'Association des concessionnaires Honda du Québec pour plus de détails. Pour plus d'information, visitez le www.hondaquebec.ca.

MONDE



PHOTO BULENT KILIC, AFP

Des manifestations ont eu lieu un peu partout dans le monde hier pour dénoncer le régime du président syrien Bashar Al-Assad suite au massacre survenu dans la ville de Houla.

MASSACRE EN SYRIE

L'ONU blâme Damas

THE ASSOCIATED PRESS

BEYROUTH — Le Conseil de sécurité des Nations unies a blâmé les forces gouvernementales de la Syrie dans le massacre de Houla, les accusant d'avoir utilisé d'armes lourdes et de chars pour bombarder des zones résidentielles de la ville, en plus de condamner sévèrement la mort de dizaines de citoyens.

Le conseil a indiqué, dans un communiqué de presse publié à l'issue d'une réunion d'urgence hier après-midi, qu'il condamnait également la « mort des civils tués par balle à une courte distance et par sévices physiques graves » à Houla.

Le régime de Bachar al-Assad a « catégoriquement » démenti dans la journée toute responsabilité dans le « massacre » survenu vendredi dans la région de Houla (centre).

Face aux accusations de

l'opposition, le gouvernement syrien a décrété l'ouverture d'une enquête dont les résultats doivent être divulgués d'ici trois jours.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme a accusé le régime alaouite d'avoir perpétré cette attaque, l'une des plus meurtrières depuis le début du mouvement de contestation contre le régime en mars 2011. Les observateurs de l'ONU, qui ont retrouvé sur place des obus d'artillerie, ont fait état d'au moins 108 morts, dont 49 enfants de moins de 10 ans et de 34 femmes, sans identifier les auteurs de cette « tragédie ».

Hier au cours d'une conférence de presse à Damas, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Djihad Makdissi, a affirmé que son pays était confronté « à un tsunami de mensonges » mettant en cause le pouvoir. Il a accusé en retour des membres de l'insurrection d'être à l'origine du massacre.

Le gouvernement a décidé l'ouverture d'une enquête dont les résultats doivent être rendus publics d'ici trois jours, selon M. Makdissi. Quelque 250 observateurs de l'ONU ont été déployés en Syrie pour vérifier la trêve censée être entrée en vigueur le 12 avril

L'ONU accuse la Syrie d'avoir utilisé d'armes lourdes et de chars pour bombarder des zones résidentielles de la ville de Houla et condamne sévèrement la mort de dizaines de citoyens.

dans le cadre du plan de sortie de crise proposé par M. Annan. Mais ce cessez-le-feu est violé chaque jour, malgré leur présence.

« Ceux qui mettent la violence à leur ordre du jour créeront plus d'instabilité, une situation plus imprévisible et

mèneront peut-être le pays à la guerre civile », a déclaré dans un communiqué le général norvégien Robert Mood, chef de l'équipe des observateurs de l'ONU. Les Nations unies ont dénoncé le massacre de vendredi dans des termes en imputant apparemment la res-

ponsabilité au régime syrien, qui accuse lui des « groupes terroristes ».

Sur le terrain, l'Observatoire syrien pour les droits de l'homme et les Comités locaux de coordination ont fait état hier de bombardements des forces gouvernementales à Hama (centre) et Rastan, au nord de Homs (centre). À Damas, une bombe a fait sauter un véhicule des forces de sécurité hier dans le quartier de Mazzeh, faisant des victimes, a rapporté l'Observatoire syrien pour les droits de l'homme, sans fournir de bilan. L'attentat s'est produit près d'un aéroport militaire, a ajouté l'Observatoire. Des militants ont mis en ligne une vidéo montrant une épaisse fumée noire s'élever du secteur. Les autorités n'ont fait aucun commentaire dans l'immédiat.

Damas, étroitement contrôlée par les forces du régime, a cependant été frappée au cours des derniers mois par plusieurs attentats visant des bâtiments des services de sécurité et de renseignement, faisant plusieurs dizaines de morts.

33 morts de plus en Syrie

Nouvelle offensive meurtrière des troupes gouvernementales à Hama

AGENCE FRANCE-PRESSE

BEYROUTH — Une offensive des troupes gouvernementales syriennes hier à Hama a fait au moins 33 morts, dont sept enfants de moins de 16 ans, selon un nouveau bilan annoncé en soirée par l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

L'OSDH indique que la ville a été attaquée à la mitrailleuse lourde et à la roquette et que cinq femmes et quatre militaires déserteurs ont également été tués. Un précédent bilan faisait état de 9 civils tués dans la ville et plus de 150 blessés.

Attaque pendant le Conseil

Cette attaque s'est déroulée pendant que le Conseil de sécurité des Nations unies se réunissait en urgence afin d'étudier la situation qui sévit actuellement en Syrie suite au massacre de Houla. Ce massacre, rappelés-le a fait selon l'ONU 108 morts,



PHOTO SHAAM NEWS, AP

L'attaque sur Hama s'est déroulée pendant que le Conseil de sécurité de l'ONU se réunissait en urgence suite le massacre de Houla qui a fait selon l'ONU 108 morts.

dont une trentaine d'enfants de moins de 10 ans.

« Il y a eu des combats entre soldats et déserteurs. Des soldats ont été tués et l'armée a violemment répliqué en visant directement des zones résidentielles », avait expliqué

auparavant à l'AFP les militants qui se trouvaient sur place du centre de presse de Hama.

« Les gens sortaient dans les rues et hurlaient qu'ils avaient besoin de médecins. Une maison a été

bombardée et s'est écroulée sur ses habitants », avaient-ils raconté.

Manifestations d'appui

Ce nouveau bilan porte à au moins 48 le nombre de morts dans tout le pays

pour la journée d'hier. Des manifestations ont eu lieu également à Alep (nord), Idleb (nord-ouest), Deraa (sud) et à Damas pour dénoncer le massacre de Houla. « Houla, ne t'inquiète pas, par mon sang, par mon âme, nous nous sacrifierons pour toi », ont scandé les manifestants dans la province de Hama. En 14 mois, la répression en Syrie a fait plus de 13 000 morts, selon un nouveau bilan de l'OSDH.

Le Conseil national syrien (CNS) a exhorté la communauté internationale à agir concrètement pour faire cesser les tueries. Lors de l'entretien qui a eu lieu à Istanbul, Burhan Ghalioun, chef démissionnaire du CNS, a expliqué que « près de 1500 civils sont morts depuis l'entrée en vigueur du plan Annan », a indiqué un diplomate turc à l'AFP. Le plan de paix de M. Annan, entré en vigueur le 12 avril, est violé quotidiennement.

Colère internationale

Le gouvernement syrien au banc des accusés pour le massacre de Houla

MARTIN CROTEAU

OTTAWA — Les démentis du régime de Bashar al-Assad n'ont pas impressionné la communauté internationale: les Nations unies et plusieurs de ses membres ont blâmé le gouvernement syrien, hier, pour le massacre qui a fait une centaine de morts dans le village de Houla, dont le tiers étaient des enfants.

Dans une déclaration adoptée à l'unanimité, le conseil de sécurité de l'ONU

« Le nombre d'enfants présumés morts est un reflet fidèle du mépris total du régime pour l'humanité et la décence. » — John Baird, ministre des Affaires étrangères

a déclaré le gouvernement syrien responsable de la « série de bombardements par des tanks et l'artillerie gouvernementale contre un quartier résidentiel ».

Le Conseil « exige » aussi que le gouvernement syrien « cesse immédiatement d'utiliser des armes lourdes » dans les villes syriennes rebelles et « retire immédiatement ses troupes et ses armes lourdes » des villes pour les cantonner dans leurs casernes, conformément au plan de paix du médiateur Kofi Annan.

La résolution a été adoptée par les 15 membres du conseil, y compris la Russie, alliée fidèle du régime al-Assad.

Pression sur la Russie

Le secrétaire britannique aux Affaires étrangères, William Hague, n'a guère hésité lui non plus à accuser le gouvernement syrien, hier. Il s'est envolé pour Moscou afin de tenter de convaincre la Russie d'utiliser son influence auprès de



Des observateurs de l'ONU à la morgue de Houla. Le massacre survenu samedi dernier dans cette ville de Syrie a indigné toute la communauté internationale.

PHOTO SHAAM NEWS, AFP

son allié syrien pour qu'il mette fin aux massacres.

À Washington, la Maison-Blanche a fustigé des actes « innommables, d'une brutalité inhumaine ». À Paris, le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius a condamné « les atrocités infligées quotidiennement à son propre peuple par Bachar al-Assad et son régime », soulignant que « la communauté internationale doit se mobiliser encore davantage pour arrêter le martyre du peuple syrien ».

M. Fabius, selon un communiqué du quai d'Orsay, s'est entretenu hier avec Kofi Annan pour faire le point sur la situation. Les deux hommes sont convenus de

« rester en contact étroit, notamment dans la perspective de la tenue prochaine à Paris de la réunion du Groupe des pays amis du peuple syrien ».

À Ottawa, samedi, le gouvernement Harper ne laissait déjà aucun doute quant à ses soupçons sur les origines de la tuerie. « Le nombre d'enfants présumés morts est un reflet fidèle du mépris total du régime pour l'humanité et la décence », a dénoncé le ministre des Affaires étrangères, John Baird, dans une déclaration. Selon la critique du Nouveau Parti démocratique en matière d'Affaires étrangères, Paul Dewar, le gouvernement canadien doit emboîter le pas à la stratégie britannique. Il souhaite que

le ministre Baird s'envole à son tour pour Moscou afin de tenter de convaincre la Russie d'intervenir.

« Il y a une occasion pour la Russie de faire la différence », a souligné M. Dewar. Ils n'ont pas été très impliqués jusqu'ici, plusieurs l'ont critiqué pour cela, mais s'ils le choisissent, ils peuvent définitivement jouer un rôle maintenant. » M. Dewar affirme « qu'une ligne a été franchie » avec la tuerie de Houla. Il croit que cette tragédie risque d'augmenter la pression internationale sur le régime al-Assad et ses alliés.

Dans un communiqué, le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu s'est dit « écoeuré » par les

massacres en Syrie. Il a accusé l'Iran et son allié le mouvement chiite libanais Hezbollah d'en être les complices.

Annan débarque

Ces développements sont survenus quelques heures avant l'arrivée de l'émissaire spécial des Nations unies et de la Ligue arabe, Kofi Annan, qui débarquera à Damas ce matin.

Quelque 250 observateurs de l'ONU ont été déployés en Syrie pour vérifier la trêve censée être entrée en vigueur le 12 avril dans le cadre du plan de sortie de crise proposé par M. Annan. Mais ce cessez-le-feu est violé chaque jour, malgré leur présence.

« Ça se passe sur terre, maintenant »



AGNÈS GRUDA
CHRONIQUE

De petits corps ensanglantés, cordés dans leurs linceuls blancs, dans une morgue improvisée. On avait presque oublié la guerre que se livrent opposants et gouvernement en Syrie, depuis 15 mois, voilà que se conflit resurgit sur nos écrans, avec des images d'une cruauté insoutenable.

Sur plus d'une centaine de morts, au moins 32 sont des enfants. Certains ont péri sous des tirs d'artillerie, d'autres ont été froidement exécutés. Cela s'est passé samedi, à Houla, près de la frontière du Liban.

Ces scènes atroces ont provoqué l'indignation. Même le Conseil de sécurité, réuni d'urgence hier, est parvenu pour une rare fois à parler d'une seule voix, avec une résolution qui condamne le massacre.

S'agirait-il donc d'un de ces moments charnières qui, par leur horreur, forcent le monde à réagir? Un peu comme le massacre de Srebrenica a contribué à clore la guerre qui a

ensanglanté la Bosnie pendant trois ans?

J'ai beau chercher, je ne trouve aucune raison de voir, dans les événements

S'agirait-il donc d'un de ces moments charnières qui, par leur horreur, forcent le monde à réagir? Un peu comme le massacre de Srebrenica a contribué à clore la guerre qui a ensanglanté la Bosnie pendant trois ans?

de Houla, le moindre signe annonciateur d'une éventuelle embellie.

Quand on y regarde de plus près, la résolution même du Conseil de sécurité montre que la condamnation de ces assassinats de masse n'est pas si unanime que ça. Au lendemain de la tuerie, la France, l'Angleterre et les États-Unis l'ont rapidement attribuée à l'armée syrienne. Le gouvernement de Damas, lui, a blâmé des « terroristes. »

Mais les observateurs de

l'ONU, présents en Syrie depuis la signature d'un cessez-le-feu, en avril, ont jugé que ces crimes portaient bel et bien la signature de Damas. L'armée syrienne a bombardé des quartiers résidentiels de Houla à l'artillerie lourde. Ce fait est incontestable.

Mais alors, qui étaient les tueurs qui ont exécuté des bambins à bout portant? Pour faire plaisir à la Russie, qui continue de soutenir la

thèse de Damas, le Conseil de sécurité a coupé la poire en deux. Sa résolution se garde bien d'attribuer ces meurtres-là aux troupes du régime, tout en blâmant Damas pour les obus et les mortiers.

Comme si un doute pouvait vraiment subsister à ce sujet. Comme si les opposants armés présents à Houla avant l'offensive du régime, avaient profité de l'offensive gouvernementale pour assassiner leurs propres enfants. Cette thèse ne tient pas

debout. Mais pour avoir la signature des Russes, il fallait faire comme si elle était crédible...

Pas que les opposants de Bachar al-Assad n'aient rien à se reprocher. Le dernier rapport de la Commission d'enquête internationale sur la Syrie distribue des blâmes aux deux parties. Mais prends bien la peine de mentionner que « les violations les plus graves appartiennent à l'armée et à la sécurité syriennes. »

Voici, en gros, leur modus operandi, selon ce rapport, publié la semaine dernière. Les forces syriennes encerclent et bombardent une ville ou un quartier contrôlé par l'opposition ou abritant des membres de l'Armée syrienne libre. Puis ils y font irruption et installent leurs tireurs d'élite sur les toits. Enfin, ils partent à la recherche d'opposants, maison par maison. « Dans certains cas, des familles entières ont été exécutées. » Le régime ne se gêne pas pour viser des

enfants, souligne aussi ce rapport. Des garçons âgés d'aussi peu que 10 ans sont régulièrement arrêtés et torturés. D'autres sont tués par des snipers.

L'opposition, elle, est de plus en plus militarisée. Le rapport lui reproche d'exécuter de façon sommaire soldats et collaborateurs du régime, et de recourir aux kidnappings, y compris comme moyen de financement. Mais l'assassinat de civils et d'enfants dans les quartiers qu'elle contrôle, ce n'est pas sa tasse de thé...

Mais une fois qu'on a dit ça, on fait quoi? Tant que la Russie et la Chine soutiennent Damas, le Conseil de sécurité est condamné, au mieux, à des résolutions édulcorées, voire à pas de résolutions du tout. La population syrienne reste divisée, le risque d'un scénario à l'irakienne refroidit les ardeurs de ceux qui, en d'autres temps et en d'autres lieux, auraient pu envisager l'option d'une intervention militaire étrangère. Et une récente série d'attentats suicide laisse penser que ce scénario-là a peut-être déjà commencé à se mettre en place...

Finalement, ce qui s'est passé à Houla, ce week-end, n'aura peut-être servi qu'à une chose: faire voler en éclats un cessez-le-feu fragile, qui n'avait fait qu'apaiser les hostilités, sans les arrêter.

Je vous laisse sur cette question poignante, lancé par Mulham al-Jundi, un opposant syrien que je suis sur Twitter depuis plusieurs mois. « Ça se passe sur terre, maintenant! Pouvez-vous faire quelque chose? » demandait-il, hier.

Apparemment, non...

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trotter > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAL

Quand la casserole déborde



ARIANE KROL
 akrol@lapresse.ca

« Pas d'accord! Pas d'accord! » De Villeray à Limoilou, de la cathédrale de Trois-Rivières à celle de Saint-Jérôme et du centre-ville de Chicoutimi au secteur de Hull, l'insatisfaction s'exprime désormais sur fonds de chaudrons. Et au-delà des griefs individuels, c'est le ras-le-bol de ne pas être écouté qui se fait entendre.

La majorité silencieuse se fait entendre.

Lancée le 19 mai pour protester contre la loi d'exception, l'initiative a pris une ampleur que personne n'avait prédite. Sa popularité, toutefois, s'explique aisément. Taper sur une casserole de son balcon ou au coin de la rue est un exutoire facile d'accès et terriblement contagieux. Il suffit de voir les sourires ravis des petits et grands pour le comprendre. Les pancartes et drapeaux sont rares, les slogans secondaires. L'atmosphère tient davantage de la fête de quartier que de la manifestation. La plupart des participants, pourtant, ont des choses à exprimer.

Certains appuient les étudiants, réclament le retrait de la loi spéciale (78) ou la démission du gouvernement Charest. Mais pas tous, loin de là. Les motifs de récrimination sont innombrables, et c'est l'autre raison du succès de ce rendez-vous de 20h. Corruption et gaspillage

de fonds publics, gaz de schiste, inégalités dans l'accès aux services... Les Québécois en ont gros sur le cœur, et grand besoin de le faire savoir. Beaucoup ne veulent pas aller dans une manifestation traditionnelle, avec un point de rendez-vous à l'autre bout de la ville et le risque que ça se gâte. Mais ils en ont assez de se taire. Alors ils quittent les rangs de la majorité silencieuse, à grands coups d'ustensiles de cuisine.

Le mouvement a beau se répandre comme un feu de brousse, il est trop cacophonique pour obtenir quoi que ce soit du gouvernement. Ce qui ne veut pas dire qu'il soit inutile, au contraire. La grande diversité des participants montre, mieux que n'importe quel sondage, l'étendue de la grogne populaire.

Impossible de réduire cette grogne à quelques groupes prévisibles, comme avec les droits de scolarité. Ou d'évoquer sa violence pour la discréditer. L'expression par le chaudron n'est pas seulement pacifique, mais souriante, familiale et festive. Il faudra voir ce qui arrivera aux groupes qui, improvisant un trajet, finissent par ressembler à une manifestation classique. Ceux qui demeurent dans leur quartier, par contre, semblent peu susceptibles d'être infiltrés par des casseurs.

Le mouvement, tellement plus large que la crise étudiante, pourrait se poursuivre après le règlement de celle-ci. En fait, les doléances sont si nombreuses qu'on ne voit pas quel geste pourrait les apaiser. Pas très efficace pour faire changer les choses. Pour se faire entendre, par contre, c'est redoutable.

Les rassemblements de quartiers finiront sans doute par s'étioler – des voisins attendent ce moment avec impatience. La casserole, cependant, est un accessoire qu'on n'a pas fini de voir dans le paysage politique.

OPINION

M. Charest a perdu toute crédibilité

JEAN CHAILLER
 L'auteur réside à Sherbrooke.

Je suis un électeur de la circonscription de Sherbrooke qui a honte d'être représenté par un député, le premier ministre Jean Charest, qui a perdu toute forme de crédibilité et qui s'entête à protéger son image et les intérêts des mieux nantis de notre société.

Je suis un cadre retraité du réseau de la santé et des services sociaux qui a reçu et donné des formations où on nous apprend que dans le cadre d'une résolution de conflit, une entente même imparfaite

Dans le cadre d'une résolution de conflit, une entente même imparfaite est nettement préférable à une décision imposée d'autorité.

est nettement préférable à une décision imposée d'autorité.

Je suis père et grand-père et comme plusieurs d'entre nous, je sais qu'en matière d'éducation, lorsque nous désirons modifier un comportement inacceptable et que nous devons appliquer des conséquences, il est primordial de choisir une conséquence qui soit réaliste et applicable.

La loi spéciale (78) ne rencontre aucunement ces critères et ne fait qu'envenimer les hostilités. Je suis un citoyen qui constate que le respect de l'autorité est tributaire de celui qui la détient. Je suis un observateur

de la scène politique québécoise qui remarque que bon nombre d'hommes et de femmes politiques de qualité ont quitté le Parti libéral au cours des dernières années et je ne suis pas dupe des motifs réels de leur départ. Il m'arrive même d'éprouver une certaine sympathie pour les vrais libéraux qui assistent malgré eux à votre dérapage « néo-conservateur ». Peut-être faudrait-il rappeler au premier ministre « qu'à semer du vent de cette force-là, il se prépare une joyeuse tempête ».

M. Charest, il fut un temps où vous étiez l'enfant chéri de Sherbrooke; un temps où vous aviez l'amabilité de nous envoyer pour la période des Fêtes, votre photo de famille, vous présentant en bon père; un temps où vous preniez la peine de souligner personnellement la contribution des jeunes qui s'engageaient dans leur conseil étudiant (ma fille a été impressionnée dans le temps, par votre appel à la maison; maintenant, c'est autre chose...)

Il est maintenant temps de quitter votre poste et de laisser à d'autres le soin de rehausser l'image de votre fonction, de redonner une meilleure crédibilité à l'engagement politique et davantage d'éthique dans l'exercice de la fonction, de donner confiance à notre jeunesse, de se donner un véritable premier ministre voué à l'ensemble de la population et non pas seulement à satisfaire un groupuscule de personnes riches et puissantes.

À l'instar de Lise Payette, je dois vous avouer que vous resterez pour moi le pire premier ministre que le Québec ait connu. Le Québec mérite mieux... Sherbrooke aussi!



DROITS RÉSERVÉS/serge.chapleau@lapresse.ca

BLOGUE QUEL AVENIR POUR MONTRÉAL



LE RÔLE DES MÉDIAS

Dans le Montréal que Donald Jean sillonne depuis une dizaine d'années, on ne veut plus être l'Arabe, le Noir, l'Autochtone, l'Asiatique, le Juif, le Latino, l'Italien de service. On veut être Québécois, point barre. Selon le PDG de l'agence de presse Médiamosaïque, il revient aux médias de multiplier les tribunes au profit de la diversité, non pas pour parler de discrimination ou d'intégration, mais pour opiner autour des enjeux qui passionnent tous les Québécois.

Lisez le billet de Donald Jean et réagissez sur www.lapresse.ca/avenirmtl

CONJONCTURE

L'euro bouge encore

L'eurozone dispose d'assez de ressources pour renflouer les cigales méridionales



GUY SORMAN
 L'auteur est économiste et essayiste réputé en France.

Marchand de catastrophes est une profession sans risques. Ainsi, tous ceux qui annoncent la disparition de l'euro et de l'eurozone, même si cela n'arrive pas, répéteront qu'il suffit d'attendre; et si l'euro disparaissait, ils l'auront annoncé. Mais les catastrophes n'étant jamais certaines, même en économie, on rappellera ici pour quelles raisons l'euro n'est pas vraiment menacé.

Tout d'abord, la valeur d'une monnaie ne dépend pas de ceux qui l'emploient, mais de celui qui la gère: en l'occurrence la Banque européenne à Francfort. Or, celle-ci a fait la preuve, depuis 14 ans, d'une

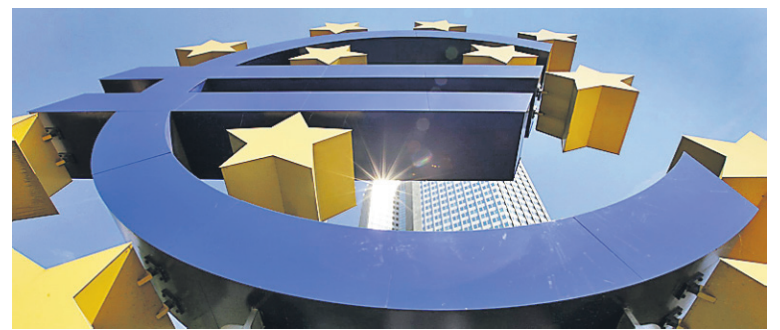


PHOTO DANIEL ROLAND, ASSOCIATED PRESS

La Banque européenne à Francfort.

Depuis sa création, l'euro est plus stable que ne le fut le deutsche mark avant l'euro. Wall Street feint de s'inquiéter, mais acquiert des euros tout de même; les États européens les plus endettés parviennent toujours à placer leurs bons du trésor, fut-ce à des taux d'intérêt élevés pour l'Espagne et l'Italie.

Grâce donc à l'indépendance de la Banque de Francfort, les dettes excessives de certains

Les économistes américains qui feignent de s'inquiéter pour l'euro sont en vérité soucieux de préserver la prééminence du dollar et la suprématie de Wall Street.

gestion rigoureuse et du respect de sa charte qui l'oblige à maintenir la stabilité monétaire. Alors que cette banque était fort controversée avant la crise financière mondiale de 2008, elle ne l'est plus vraiment: lors de la récente campagne présidentielle en France, aucun des deux candidats n'a contesté l'indépendance de la Banque, à l'inverse de la campagne de 2005 où la gauche et la droite s'entendaient pour attaquer et la Banque, et l'euro.

En conséquence, deuxièmement, les opérateurs financiers, les marchés, persistent à faire confiance à l'euro: en dépit des Cassandre, la valeur de l'euro sur ces marchés varie peu par rapport aux autres devises.

États européens ne menacent pas la monnaie commune. Ajoutons que cette monnaie est utilisée chaque jour par 330 millions d'Européens, ce qui atténue le risque de sa disparition: rares sont les Européens qui envisagent de sortir de l'eurozone, hormis quelques partis extrémistes. Les candidats pour entrer dans l'eurozone, les Polonais en particulier, s'avèrent plus nombreux que ceux qui envisagent d'en sortir.

L'eurozone enfin, prise dans sa totalité, dispose de suffisamment de ressources pour renflouer les cigales méridionales. Le débat véritable ne porte pas sur la pérennité de l'eurozone, mais sur la répartition des dettes dans une Union qui ne

dispose pas d'une autorité commune, mais exige le consensus. À terme, parions, sans risque excessif, que les contribuables de l'Europe du Nord finiront par payer pour les contribuables de l'Europe du Sud, à condition que ceux-ci acceptent de participer – un peu – à cet effort collectif.

On paiera pour l'euro et pour l'Europe. Ce qui par-dessus tout protège l'euro, souvent mal compris en Amérique du Nord, est le projet européen en soi dont l'euro n'est qu'un mécanisme technique. L'Union européenne est le seul véritable projet politique qui vaille pour tous les dirigeants européens: reculer sur l'euro reviendrait à défaire l'œuvre majeure de l'après-Deuxième Guerre mondiale. On envisagera donc que le dysfonctionnement actuel de l'eurozone conduira à la création, à terme, d'une autorité budgétaire commune; la crise en révèle l'absolue nécessité. Cette autorité fédérale fera de l'euro une monnaie d'échange et de réserve comparable au dollar américain. Ce pourquoi nombre d'économistes aux États-Unis souhaitent la disparition de l'euro, dissimulant leur crainte de la concurrence derrière des pseudo-arguments scientifiques: ces commentateurs qui feignent de s'inquiéter pour l'euro sont en vérité soucieux de préserver la prééminence du dollar américain et la suprématie de Wall Street.

À BIEN Y PENSER

Des jours je suis pour, des jours je suis contre. Je crois en la démocratie, et je respecte le droit d'expression. Cependant, les gens qui manifestent doivent le faire dans le respect de leurs concitoyens. Qu'on décide de se promener dans les rues en battant de la casserole, soit; mais la fanfare avec cymbales et tambours, vraiment? Je demande un peu de quiétude pour ceux qui souhaitent être en forme pour gagner leur pitance le lendemain, et financer les universités et le système de prêts et bourses pour tout ce beau monde!

— Martin Boulianne, Montréal

DÉBATS

Cherchez l'erreur



ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE
adubuc@lapresse.ca

Quel étrange sondage que le CROP dans *La Presse* de samedi. 68% des Québécois disent être d'accord avec la suspension des cours jusqu'en août. 64% appuient l'interdiction de manifester à moins de 50 mètres des institutions. 71% sont d'accord avec l'obligation de fournir l'itinéraire d'une manif huit heures à l'avance. 77% trouvent que les policiers font un bon travail. Et 64% sont d'accord avec la hausse des droits de scolarité.

Les citoyens appuient donc massivement les dispositions de la loi spéciale, sauf les amendes salées pour les associations étudiantes. Mais quand on leur demande s'ils approuvent la loi spéciale 78, à peine 51% disent oui. Cherchez l'erreur.

En fait, il n'y en a pas. Ces réponses en apparence contradictoires nous disent que les Québécois préfèrent les solutions harmonieuses. Et qu'ils n'aiment pas l'échec. Ils veulent que la crise se règle, et ce qu'ils n'aiment pas dans la loi 78,

Même si les Québécois sont d'accord avec le gouvernement, ils ne lui font pas confiance.

c'est que, pour 80% d'entre eux, elle ne mettra pas fin à la crise.

Ces résultats reflètent aussi l'impopularité des libéraux et l'insatisfaction quant à la façon dont ils ont géré ce dossier. Ce 51% d'appui à la loi 78, c'est surtout un désaveu du gouvernement Charest. S'il n'était pas si usé, si son image n'était pas autant ternie par tout le scandale de la construction, nous n'en serions pas là.

Car ces chiffres montrent aussi à quel point la coupure est grande entre la population et la rue. Les gens appuient les hausses, ils appuient les mesures musclées, ils appuient le travail de la police. Une forte majorité de Québécois sont donc à mille lieues du discours des manifestants étudiants et de leurs alliés.

Mais cela ne nous rapproche pas autant d'une solution. Parce que même si les gens sont d'accord avec le gouvernement, ils ne lui font pas confiance. Et parce que les étudiants et leurs alliés sont devenus un regroupement circonstanciel de forces d'opposition au gouvernement Charest. Comment celui-ci peut-il établir un dialogue fructueux avec des forces qui, dans le fond, souhaitent son renversement?

Cela dit, ce conflit dépasse le gouvernement Charest. Il exprime, chez les militants, une désillusion à l'égard du monde politique dans son ensemble. On le voit entre autres du fait que cette crise, pourtant intense, n'a pas d'impact sur les intentions de vote. Dans notre sondage CROP, les libéraux ne perdent pas de plumes, les péquistes ne gagnent pas vraiment de terrain et Québec solidaire fait du sur-place.

Ce mouvement, peu structuré, marque plutôt une victoire de la passion sur la raison. Les arguments factuels, très défavorables aux étudiants, ont été rapidement balayés, parce que le débat s'est déplacé sur le terrain des émotions. Difficile de discuter avec une casserole!

Ce glissement du débat, on le voit très bien dans le clivage entre les points de vue des journalistes qui signent des textes d'opinion dans *La Presse*. Les chroniques d'humeur appuient le mouvement étudiant et les textes analytiques approuvent les hausses.

Bien des gens se réjouissent de cette irruption de l'irrationnel dans le débat public. Pas moi. Parce que la «rue», ça peut produire des surprises. Et parce que le discours sous-jacent n'annonce pas un monde nouveau.

Les étudiants se sont lancés dans une bataille corporatiste très classique, la même que celle des générations d'étudiants qui les ont précédés. Cette bataille s'est élargie à la défense du modèle québécois où l'on retrouve, presque mot à mot, à peu près tous les lieux communs que débitent depuis 30 ans des «forces vives» comme la CSN. Le mouvement étudiant a été très innovant sur la forme. Mais sur le fond, derrière le bruit des casseroles, il propose un désespérant sur-place.

À VOTRE TOUR

Débandade à l'horizon

Beaucoup de jeunes joueurs veulent vivre du poker au Québec

ANTOINE PAYETTE
L'auteur est étudiant à l'UQAM.

Depuis la victoire de Jonathan Duhamel au Championnat du monde de poker 2010 (WSOP Main Event), on peut se demander quel en a été l'impact, presque deux ans plus tard, sur la pratique du poker au Québec.

Le poker connaissait déjà auparavant une expansion alarmante dans les habitudes de jeu des Québécois, notamment chez les jeunes joueurs. Au début des années 2000, les grands événements de poker ont fait leur apparition à la télévision et sur l'internet. On a ainsi pu suivre une multitude de millionnaires et d'amateurs en pleine action dans des tournois où un investissement de plusieurs milliers de dollars était nécessaire.

Il est étrange de parler d'investissement, mais le terme est exact. L'image projetée par l'industrie du poker et perçue par la nouvelle génération est celle d'un jeu similaire à la Bourse où chaque investisseur place son argent selon les liquidités anticipées et les probabilités de gain. Des journées, vous perdez, et d'autres, vous gagnez. La valeur de votre portefeuille fluctue comme des montagnes russes. La constance et la bonne gestion sont de rigueur pour atteindre un minimum de rentabilité.

Ce qui semble être un jeu attire les jeunes en tant que profession. Jonathan Duhamel, avec sa victoire du fameux bracelet tant désiré des joueurs de poker, n'a fait que donner en un court laps de temps un aperçu de la situation du poker au Québec. Elle est beaucoup plus alarmante qu'on ose le croire.

Le jeu doit rester un jeu, tel est la ligne directrice de Loto-Québec. Cependant, lorsqu'on voit cette même entreprise encourager la notoriété que se forge la profession de joueur de poker, on peut se demander si elle n'encourage pas le jeu irresponsable. Provoquer indirectement un référendum sur un casino mohawk en bordure de l'autoroute 30 ou simplement affilier des personnalités connues à leurs tournois pousse les gens à toujours dépenser davantage pour s'inscrire. Imaginez quelqu'un qui déborde de son budget, puisqu'il est chose courante de voir un joueur éliminé du tournoi s'aventurer sur les tables à l'argent pour se refaire.

Pas besoin d'être analyste chez Statistique Canada pour réaliser que le



PHOTO NINON PEDNAULT, LA PRESSE

«Pas besoin d'être analyste chez Statistique Canada pour réaliser que le poker prend une mauvaise tournure au Québec. Il suffit d'aller faire un tour à Kahnawake pour réaliser le progrès farouche qu'a fait l'industrie», dit Antoine Payette

poker prend une mauvaise tournure au Québec. Il suffit d'aller faire un tour à Kahnawake pour réaliser le progrès farouche qu'a fait l'industrie.

Des salles de poker privées de la sorte ouvrent et ferment comme des restaurants le font sur le boulevard Saint-Laurent à Montréal. Une clientèle jeune et constamment renouvelée. Les nouveaux joueurs arrivent

L'image projetée par l'industrie du poker et perçue par la nouvelle génération est celle d'un jeu similaire à un investissement à la Bourse.

les poches pleines avec un rêve et des ambitions pour finalement quitter avec la honte de l'échec et une dette démesurée. Des jeunes principalement aux études qui voyaient en la poker une vie facile. Exactement l'image projetée par les hautes sphères de l'industrie.

Des professionnels reconnus comme Daniel Negreanu ou Phil Ivey affirment ouvertement avoir été

sans le sou longtemps avant d'atteindre la renommée. Quelle morale en tirent-ils? Leur acharnement et leur maîtrise de soi leur ont permis de franchir les étapes et d'atteindre la richesse, année après année. De jeunes pauvres, ils sont passés à de nobles hommes d'affaires. Rares sont les joueurs professionnels de poker aujourd'hui qui n'ont pas publié un livre ou donné leur nom à un site en ligne de poker, au même titre qu'Espèce jeux de Loto-Québec. Difficile de ne pas envier ces messieurs quand on connaît les milliards engloutis dans ces sites chaque année. Une nouvelle forme de dépendance fait surface depuis le début des années 2000.

Lorsqu'on voit au Québec des casinos offrant de toutes nouvelles salles de poker fraîchement aménagées et achalandées 24 heures sur 24, des sites de jeu en ligne facilement accessible pour les mineurs, des bars et restaurants où on tolère des parties dans chaque quartier de Montréal, des réserves indiennes qui multiplient les salles de poker sans intervention de Québec, des salles clandestines contrôlées par le crime organisé, il est difficile de prédire autre chose qu'une débandade encore plus néfaste pour le jeu responsable.

Vivre sans Facebook

KATHLEEN JONES
L'auteure est une étudiante de Granby.

Avec l'arrivée de l'internet et des réseaux sociaux, les normes sur la vie privée et l'intimité ont complètement changé, et elles sont maintenant ancrées dans la vie des jeunes de nos sociétés technologiques.

Facebook, comme n'importe quel réseau social, peut certainement être utile: retrouver d'anciens amis, garder contact avec la famille, organiser des événements, etc. Le problème: il est beaucoup trop présent dans nos vies.

Depuis que j'ai supprimé ma page Facebook, j'ai réalisé que les nombreuses heures que j'y consacrais n'étaient qu'une perte de temps... Je me sens plus joyeuse, comme si j'étais délivrée d'un univers de mensonges, de superficialité et de concurrence.

Depuis la création du site, en 2004, nous avons pu voir une évolution phénoménale du nombre d'utilisateurs qui dépasse les 810 millions aujourd'hui.

Au Québec, près des trois quarts des jeunes âgés de 15 ans et plus possèdent un compte Facebook. Ils passent en moyenne 12 heures en ligne par semaine. Mais qu'est-ce que cette vie virtuelle? Où sont passés les contacts réels et sincères en face à face?

Ayant moi-même déjà possédé un compte d'utilisateur Facebook pendant quatre ans, je connais le

sentiment d'avoir «besoin» d'aller voir ma page, de vérifier qui a commenté mes photos ou qui a écrit sur mon mur. C'est une sorte de curiosité qui nous envahit, et plus on a d'informations sur ce qui se passe, plus on risque de découvrir des choses que nous ne voulons pas savoir.

Avec le temps, en abusant toujours de plus en plus de Facebook, j'ai réalisé à quel point nous, jeunes adultes, perdons notre temps à aller écrire ce que nous faisons, pensons, ou voir ce qui se passe dans la vie des autres.

Depuis que j'ai supprimé ma page

ou le plus beau? Aller trop souvent sur ce site est assurément une source de conflits, et il faut le vivre pour le croire.

Et ce n'est pas qu'une opinion personnelle, cette «dépression Facebook» existe vraiment. Le Dr Larry D. Rosen, professeur de psychologie à l'Université de l'État de la Californie, a expliqué au congrès de l'Association américaine de psychologie que les adolescents qui utilisent Facebook de façon excessive montrent plus souvent des tendances narcissiques, et que les jeunes adultes qui en abusent, eux, montrent plus de signes de désordre psychologique, tels que le comportement antisocial, la manie et l'agressivité.

Selon lui, il est clair qu'un abus quotidien de technologie affecte la santé des jeunes en les rendant plus enclins à l'anxiété, à la dépression et à l'isolement.

C'est plus grave que l'on pense, et nous devons agir avant que ça aille plus loin. Vous vous direz: comment vivre sans Facebook? En effet, pour 80% des jeunes qui s'y connectent souvent, c'est inimaginable, puisque leur vie sociale et amoureuse est contrôlée par ce réseau social.

Ce que je vous dis, ce n'est pas de désactiver votre compte, mais il serait temps de réaliser que vous en faites une utilisation abusive. Assurez-vous seulement que votre vie sociale virtuelle ne soit pas plus importante que la vie réelle, et ensuite essayez de vous passer de Facebook quelques jours. Vous verrez que ça fait du bien!

La saison Jeep^{MD}



À CES PRIX-LÀ, VOUS N'AVEZ JAMAIS
ÉTÉ AUSSI PRÈS D'ALLER AUSSI LOIN.



JEEP PATRIOT SPORT 2012

LE VUS LE PLUS ABORDABLE AU PAYS¹

DES PAIEMENTS DE
50 \$[±]
PAR SEMAINE
POUR 96 MOIS
FRAIS DE TRANSPORT INCLUS

À PARTIR DE:
16 995 \$[±]
LE PRIX INCLUT 1 750 \$
DE REMISE AU COMPTANT²
ET LES FRAIS DE TRANSPORT.



Jeep Patriot North 4x4 2012 avec
Groupe Off-road optionnel montré**



JEEP COMPASS SPORT 2012

LE VUS LE PLUS COMPÉTENT DE SA CATÉGORIE
AVEC FREEDOM DRIVE II³

DES PAIEMENTS DE
53 \$[±]
PAR SEMAINE
POUR 96 MOIS
FRAIS DE TRANSPORT INCLUS

À PARTIR DE:
17 995 \$[±]
LE PRIX INCLUT 1 750 \$
DE REMISE AU COMPTANT²
ET LES FRAIS DE TRANSPORT.



Jeep Compass North 4x4 2012 avec
Groupe Off-road optionnel montré**

JEEP WRANGLER SPORT 4X4 2012

LE VÉHICULE HORS ROUTE LE PLUS
COMPÉTENT DE SA CATÉGORIE⁴

DES PAIEMENTS DE
59 \$[±]
PAR SEMAINE
POUR 96 MOIS
FRAIS DE TRANSPORT INCLUS

À PARTIR DE:
19 995 \$[±]
LE PRIX INCLUT 2 000 \$ DE REMISE AU
COMPTANT², 1 000 \$ EN BONI AU COMPTANT⁵
ET LES FRAIS DE TRANSPORT.



Jeep Wrangler Rubicon 4x4 2012 montré**

PASSEZ CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER | JEEP^{MD} | DODGE | RAM DU QUÉBEC

www.jeep.ca/offres



PLUS DE PUISSANCE. MOINS D'ESSENCE. UNE VALEUR SÛRE.
15 MODÈLES QUI CONSOMMENT 8,1 L / 100 KM (35 MPG) OU MOINS.



RAM

DODGE



Jeep^{MD}

«Plus de puissance. Moins d'essence. Une valeur sûre.» est une comparaison entre les gammes complètes 2012 et 2011 de Chrysler Canada. L'affirmation 8,1 L/100 km ou moins est basée sur les estimations de consommation de carburant sur autoroute du programme ÉnergieGuide 2012. Les méthodes d'essai utilisées sont celles de votre véhicule peut varier selon vos habitudes de conduite et d'autres facteurs. La consommation d'essence réelle de votre véhicule peut varier selon vos habitudes de conduite et d'autres facteurs. Le transport (1 500 \$) et la taxe sur le climatiseur (le cas échéant) sont compris dans le prix d'achat. Certains frais supplémentaires ne seront ajoutés au prix d'achat. Les droits sur les pneus neufs (15 \$) et les taxes applicables sont en sus et seront exigés à la livraison. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les exemples de financement ne comprennent aucun versement initial. Un acompte peut être demandé. Le prix d'achat s'applique aux Jeep Patriot Sport 4x4 2012 (MKL74 + 25D) : 16 995 \$, Jeep Compass Sport 4x4 2012 (MKL74 + 25D) : 17 995 \$ et Jeep Wrangler Sport 4x4 2012 (JKL72 + 23B) : 19 995 \$. Le prix d'achat comprend, le cas échéant, une remise et un boni au comptant. D Les remises au comptant (Jeep Patriot Sport 4x4 2012 : 2 000 \$ et Jeep Wrangler Sport 4x4 2012 : 2 000 \$) sont offertes sur la plupart des modèles neufs 2012 et sont déduites du prix négocié avant l'application des taxes. Le taux de 4,99 % jusqu'à 96 mois est offert aux clients admissibles sous réserve de l'approbation de crédit par la RBC Banque Royale, la Banque Scotia, Financement Auto TD et Ally Credit Canada sur les modèles Chrysler, Jeep, Dodge et Ram 2011 et 2012 sélectionnés. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails de cette offre. Exemples : Jeep Patriot Sport 4x4 2012 (MKL74 + 25D) / Jeep Compass Sport 4x4 2012 (MKL74 + 25D) / Jeep Wrangler Sport 4x4 2012 (JKL72 + 23B) avec un prix d'achat de 16 995 \$ / 17 995 \$ / 19 995 \$ financé à un taux de 4,99 % pour 96 mois équivalent à 416 paiements hebdomadaires de 495,27 \$ / 522,88 \$ / 583,32 \$, un coût d'emprunt de 3 326,12 \$ / 3 836,68 \$ / 4 266,12 \$, et une obligation totale de 20 621,12 \$ / 21 831,88 \$ / 24 261,12 \$. ** Prix des modèles montrés : Jeep Patriot North 4x4 2012 avec Groupe Off-road optionnel (MKL74 + 28E + AWJ) : 26 245 \$, incluant 1 750 \$ de remise au comptant; Jeep Compass Sport 4x4 2012 avec Groupe Off-road optionnel (MKL74 + 28E + AWJ) : 26 945 \$, incluant 1 750 \$ de remise au comptant; Jeep Wrangler Rubicon 4x4 2012 (JKL72 + 23B) : 32 595 \$, incluant 2 000 \$ de remise au comptant et 1 000 \$ de boni au comptant. Les modèles montrés peuvent différer légèrement des modèles qui seront commercialisés au Canada. Δ Données basées sur le Guide de consommation de carburant 2012 de Ressources naturelles Canada (RNCAN) pour les méthodes d'essai utilisées sont celles de Transport Canada. La consommation d'essence de votre véhicule peut varier selon vos habitudes de conduite et d'autres facteurs. * Selon le classement des véhicules utilitaires sport intermédiaires 2012 de Ward's. ** Selon le classement des véhicules utilitaires sport intermédiaires 2012 de Ward's. *** SIRIUS et le logo du chien sont des marques déposées de Sirius Satellite Radio Inc. **** Jeep est une marque déposée de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. Coop publicitaire des concessionnaires Chrysler • Jeep^{MD} • Dodge • RAM

SCANNER
ICI POUR
PLUS
D'OFFRES

